

*l'Anti*capitaliste

n°607 | 17 mars 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



ALAIN KRIVINE 1941-2022

**TON COMBAT
CONTINUE**



édito

Le combat continue

Dans un pays comme le nôtre, les élections peuvent changer les équipes en place mais le vrai pouvoir reste aux mains de ceux qui possèdent et contrôlent la machine économique. Ce qui importe est donc de réunir les conditions de l'application d'un programme de changements radicaux. Cela nécessite des ruptures décisives avec les institutions de l'État et la structure de l'économie capitaliste. Donner le pouvoir à la population et aux travailleurEs rend inéluctable l'affrontement avec la minorité des privilégiés. Un gouvernement au service du monde du travail ne pourra donc exister que sur la base de grandes mobilisations.

Au bout d'un demi-siècle de combats politiques, si je regarde quelques minutes dans le rétroviseur, plus que les échecs, les désillusions et les occasions manquées, c'est la nécessité de perspectives révolutionnaires, encore plus urgentes aujourd'hui qu'hier, qui me saute aux yeux. Certains y verront l'acte de foi d'un indécrottable « communiste révolutionnaire », à jamais perdu dans ses rêves et ses utopies. Sans doute. Je ne suis ni cynique, ni aigri, ni blasé. L'accusation, fréquemment entendue, d'être un « rêveur » est, pour moi, un compliment.

Pourquoi ne pas réapprendre à rêver d'une société plus juste, où les critères ne seront plus les cotations en Bourse mais la satisfaction des besoins que la population aurait démocratiquement décidée? Seuls les conservateurs ne rêvent pas. Nous, pour changer le monde, nous avons besoin du rêve pour lutter, ensemble. Tous ensemble.

Par **ALAIN KRIVINE**,
Ça te passera avec l'âge (2006).

Les obsèques d'Alain Krivine auront lieu le lundi 21 mars au Père-Lachaise à 15h30. Une marche sera organisée pour se rendre ensemble au cimetière, départ à 14h (lieu à préciser). Une soirée d'hommage avec des invitéEs internationaux aura lieu à la Mutualité le samedi 30 avril.

BIEN DIT

Il serait très honorable que les candidats, au moins ceux de gauche, et en particulier Fabien Roussel, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon conditionnent leur participation au débat de lundi [14 mars sur TF1] à celle de Philippe Poutou qui est au même niveau (voire + haut) que le PS dans les sondages.

LAURENCE DE COCK (historienne),
Twitter, 11 mars 2022.

À la Une

#POUTOU2022 Malgré des règles antidémocratiques, faire entendre une voix internationaliste et anti-militariste

« La France face à la guerre ». Tel était le nom de l'émission spéciale de TF1, organisée dans le cadre de la présidentielle, le 14 mars. L'occasion de vérifier au moins trois choses : Emmanuel Macron est un président-candidat arrogant ; le « débat » de la présidentielle se déroule dans des conditions peu démocratiques ; à l'heure où la guerre fait rage en Ukraine, aucun des candidats institutionnels ne porte une voix réellement internationaliste.

C'était donc un « débat à huit ». Enfin « débat » est un bien grand mot, puisque ce à quoi nous avons assisté, et qui va malheureusement se reproduire, est une succession d'interviews des prétendus « gros » candidats, sans aucune forme d'échange et sans possibilité de mettre les uns et les autres devant leurs responsabilités, leurs contradictions, leur démagogie. Et ils et elles n'étaient que huit puisque, au motif des règles du temps de parole fixé par l'Arcom (ex-CSA), quatre candidats n'avaient pas voix au chapitre : Nathalie Arthaud, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle et Philippe Poutou. Et tant pis pour la démocratie, et tant pis pour les maires et autres élu-e-s qui ont parrainé ces quatre là : leur parrainage vaut moins, aux yeux de l'Arcom et de TF1, que celui de ceux qui ont parrainé Macron, Zemmour, Le Pen et consorts.

Scandaleuse exclusion

Nous avons évidemment protesté contre cette exclusion de Philippe Poutou. Comme si une candidature comme la nôtre risquait de bénéficier de trop de temps de parole ! Et nous nous sommes adressé aux candidatures de gauche (au sens large, c'est-à-dire en y incluant touTEs les candidatEs se revendiquant de la gauche) en ces termes : « Nous considérons que ce type d'initiative va à l'encontre de l'organisation du débat démocratique qui devrait pouvoir se mener entre tou-te-s les candidats, a fortiori lorsque ceux-ci et celles-ci ont franchi la barrière – déjà – anti-démocratique des parrainages. [...] Nous

vous proposons donc d'échanger au plus vite avec vous sur le type de protestation collective que nous pourrions envisager face à ce flagrant déni de démocratie qui pourrait, en l'absence de réaction, entraîner d'autres durant le reste de la campagne. »

Nous n'avons malheureusement pas eu de réponse, si ce n'est celle, indirecte, de Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, qui a expliqué sur Twitter avoir contesté, lors des rendez-vous préparatoires à l'émission, l'exclusion de certaines candidatures, sans résultat. À l'arrivée, l'émission s'est déroulée sans esclandre, et aucunE candidat n'a fait remarquer le caractère antidémocratique des exclusions. Dont acte. C'est un mauvais signe pour la suite, mais nous n'avons pas renoncé à protester et construire

le rapport de forces contre le traitement inégalitaire des candidatEs, dont l'évidence est telle qu'il a donné lieu à de multiples protestations spontanées, entre autres et notamment sur les réseaux sociaux.

Leur internationalisme et le nôtre

Sans surprise, on a vu un Emmanuel Macron hautain et sans aucune contradiction réelle, dérouler avec une fierté malsaine son bilan et adopter la posture du chef de guerre, du protecteur des peuples. Les candidats de la droite extrême et de l'extrême droite ont été égaux à eux-mêmes, rivalisant de nationalisme, de patriotisme et de militarisme. Du côté de la gauche (au sens large), outre des divergences, notamment sur le positionnement par rapport à l'OTAN, le moins que l'on puisse

dire est qu'aucune voix réellement internationaliste ne s'est fait entendre. Car l'internationalisme, tel que nous l'entendons et tel qu'il a été construit dans l'histoire du mouvement ouvrier, a pour moteur une solidarité entre les peuples et un refus de toute complicité, active ou passive, avec tel ou tel impérialisme, tel ou tel régime oppresseur, et de toute logique visant à jouer un impérialisme contre un autre, y compris et notamment notre propre impérialisme.

C'est ce que l'on n'entend pas des principaux candidats, et ce que l'on n'a donc pas entendu lundi soir sur TF1. C'est ce que nous défendons dans le cadre de la campagne de Philippe Poutou : une opposition totale à l'intervention de Poutine en Ukraine ; l'exigence du retrait des troupes russes ; une solidarité avec la résistance ukrainienne, armée et non-armée ; un soutien aux militantEs antiguerre en Russie ; le refus de toute intervention directe de l'OTAN ; l'exigence du démantèlement de cette dernière, et de toutes les alliances militaires mettant en danger les peuples ; la construction d'une campagne internationale pour la démilitarisation et le refus de tous les discours chauvins et va-t-en-guerre. C'est ce que nous continuerons de porter dans cette campagne, en nous donnant les moyens que cette voix soient entendus, n'en déplaise à ceux qui défendent le caractère antidémocratique des institutions de la 5^e République – ou qui s'y adaptent. Et une chose est certaine : nous n'avons pas dit notre dernier mot, et même si certains ne le veulent pas, on est là !

Julien Salingue

PRÉSIDENTIELLE
2022



CORONAVIRUS Le pass vaccinal est levé, ouf! Mais le covid n'a pas dit son dernier mot...

Depuis le 14 mars, le pass vaccinal est suspendu, le masque plus obligatoire, sauf dans les transports et les hôpitaux. Macron, chef de guerre en campagne présidentielle, doit avoir vaincu le covid. Pour une population lassée des restrictions, cela sonne comme l'annonce de la fin de la pandémie. Pourtant chaque jour plus de 100 personnes meurent en France du covid, et les contaminations repartent à la hausse, comme partout en Europe, avec 200 morts par jour en Allemagne.

À court terme, en l'absence d'une nouvelle mutation importante – BA.2 ne l'est pas, et deltacron ne semble pas progresser réellement –, un nouveau pic immédiat de mortalité n'est pas l'hypothèse la plus probable, car le virus va rencontrer une population fortement vaccinée et immunisée par les millions de contaminations de la cinquième vague. Mais entre émergence d'un nouveau variant et

recrudescence hivernale, le covid est loin d'avoir dit son dernier mot. Il faut en profiter pour renforcer le système de santé et l'hôpital, tirer le bilan d'une gestion autoritaire du covid et d'un pass sanitaire que nous refusons, qui a échoué à convaincre les hésitantEs de la vaccination et oublié les plus éloignéEs du système de santé. Et ouvrir le grand chantier de la qualité de l'air intérieur face à un virus aérosol, continuer à défendre les gestes

barrières, notamment à l'intérieur, encore plus pour les non-vaccinéEs, les immuno-dépriméEs, les porteurEs de co-morbidités, les personnes âgées ou en contact avec elles.

Apartheid vaccinal

En février, le sommet Union européenne-Afrique et le conseil de l'OMC ont accouché d'une souris en matière d'accès aux soins. Victime d'apartheid vaccinal, l'Afrique doit importer 99%

de tous ses vaccins et se bat avec l'Inde pour la levée des brevets. Une levée toujours refusée par l'Europe et Big Pharma, qui ont défendu les dons de doses, et vanté leur soutien aux initiatives de l'OMS pour la fabrication de vaccins sur le sol africain. Afrigen a en effet réussi à mettre au point au Cap sa propre version du vaccin Moderna, par la technique de l'ingénierie inverse, avec le soutien de l'OMS. Mais faute de levée des brevets et de transfert

Un monde à changer

ASSISES CITOYENNES DU SOIN PSYCHIQUE: UN SUCCÈS!

À l'initiative du «Printemps de la psychiatrie», 500 personnes (200 inscriptions ont été refusées faute de place) se sont réunies les 11 et 12 mars à la Bourse du travail de Paris. SoignantEs, patientEs, familles ont pendant deux jours dressé un état des lieux de la psychiatrie aujourd'hui, mais aussi tenté de dégager des perspectives de travail et de mobilisation pour défendre une psychiatrie humaine, émancipée, libérée de l'aliénation managériale et capitaliste. De nombreuses équipes ont pu témoigner de la dégradation des conditions de travail et de soins dans les institutions ces dernières années, de la perte de sens et de la déshumanisation des pratiques. Les séances plénières et tables rondes ont abordé la question de l'accès aux soins dans un contexte de casse des services publics, le respect ou plutôt le non-respect des droits des personnes hospitalisées, notamment sous contrainte. Les six ateliers qui ont

été proposés aux participantEs ont permis d'affiner les échanges sur des thèmes tels que l'enfance en souffrance, l'accueil de la souffrance psychique dans un contexte d'augmentation des pratiques d'isolement et de contention, la formation des professionnelEs, l'espace possible aujourd'hui une pour approche bio-psycho-sociale face à l'exclusivité des neurosciences... Une réunion de bilan et de propositions pour les suites de ces journées réussies aura lieu le 10 avril à l'AERI à Montreuil. D'ores et déjà il est décidé d'interpeller les candidatEs aux élections présidentielles quant à leurs propositions sur la psychiatrie, et de tenter de décentraliser ces assises au niveau local, départemental, voire régional. Mais au-delà des échéances électorales, c'est bien le rapport de forces qu'il nous faut commencer à préparer, en construisant une grande mobilisation unitaire des syndicats, associations et collectifs.

ARMEMENT « La surenchère militariste envahit l'espace médiatique sans aucun débat »

Nous publions, sous forme d'article, un extrait d'un entretien que nous avons réalisé avec l'économiste Claude Serfati, dont nous avons déjà publié une grande partie la semaine dernière.

La France a toujours été la plus favorable à la militarisation de l'Union européenne, et cela est devenu encore plus net depuis les années 2010 et le Brexit. En effet, le militaire – tant sous la forme d'interventions des armées que dans ses dimensions industrielles – apparaît de plus en plus comme un des derniers «avantages comparatifs» et la France et ses dirigeants l'utilisent pour compenser la perte continue de son poids économique. Les échanges commerciaux de la France sont déficitaires avec la plupart des États-membres. L'industrie française peut être qualifiée d'«homme malade de l'Europe».

Militarisation de l'UE

Depuis son élection, Emmanuel Macron a défendu avec encore plus d'entrain la militarisation de l'UE. À la fois par conviction et pour pouvoir continuer à peser dans les orientations de l'UE, compte tenu de l'affaiblissement du poids de la France dans les processus de décision dans les questions économiques.

L'invasion russe conforte la position de ceux qui promeuvent la militarisation de l'UE. Le discours du chancelier Scholz au Bundestag

marque une évolution notable de la politique de défense de l'Allemagne, au moins au niveau déclaratif. Il faudra en effet voir le rythme et l'ampleur de la mise en œuvre des 113 milliards d'euros d'augmentation du budget de défense qu'il a annoncée.

L'Otan est le cadre «naturel» de la militarisation de l'UE et impliquera sans doute une coopération accrue avec le Royaume-Uni. Il y a longtemps que tous les dirigeants français – droite et gauche confondus – ont accepté cette réalité. Hubert Védrine, qui fut ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand avait ainsi résumé la position française : «La défense européenne n'est pas seulement bonne pour l'Europe, mais aussi pour l'Alliance atlantique [l'Otan]». Les circonvolutions d'Emmanuel Macron sur la «souveraineté européenne» n'ont pas d'autre signification, avec l'espoir que les grands groupes français de l'armement pourront en tirer avantage.

Pour l'armée, c'est Noël avant l'heure

L'armée est chez elle dans la 5^e République. Entre 2000 et 2019, l'augmentation du budget de la défense a été nettement supérieure



WIKIMEDIA COMMONS

à celle des budgets à finalité sociale (éducation, logement, etc.) et seulement dépassée par la progression du budget de la police. Sous le mandat d'Emmanuel Macron, les dépenses militaires ont augmenté de 50%. Ce n'est qu'un début. Avant même la guerre en Ukraine, les militaires ont obtenu des engagements d'augmentation encore plus forte. Deux députés (Patricia Mirallès et Jean-Louis Thiérot), chargés de faire valoir cette exigence, ont estimé que les dépenses militaires devraient augmenter de 40 à 60 milliards sur la période 2022-2030 (le budget de la défense 2022 s'élève à 50 milliards d'euros).

L'élection présidentielle indique que pour l'armée, Noël tombe cette année en avril. Au nom de l'union nationale, la surenchère militariste envahit l'espace médiatique sans aucun débat. Emmanuel Macron l'a d'ores et déjà annoncé : la guerre

vient «percuter notre vie démocratique». Or, le déni démocratique qui existe en

France n'est pas dû à la guerre, il est inscrit dans la 5^e République : les questions de défense sont la propriété du président. Et il en joue comme jamais. «Je vous protégerai» sert de programme électoral et annonce une centralisation accrue du pouvoir.

Une réélection d'Emmanuel Macron «par tacite reconduction» n'effacera pas la crise sociale. Il faudra bien payer les cadeaux de Noël, rembourser la dette publique qui explose, arriver à financer le déficit de nos échanges commerciaux. Concilier l'union nationale et «en même temps» la «guerre sociale» pour permettre aux entreprises françaises de ne pas sombrer, c'est une alchimie délicate. L'exaltation sécuritaire qui a fait voter 13 lois liberticides depuis les attentats terroristes de 2015, dont quatre en 2021, risque de s'enflammer.

Claude Serfati

Le chiffre

76

D'après des documents obtenus par Disclose et des informations en sources ouvertes, la France a

délivré au moins 76 licences d'exportation de matériel de guerre à la Russie depuis 2015. Montant total de ces contrats : 152 millions d'euros, comme l'indique le dernier rapport au Parlement sur les exportations d'armement. Macron a aujourd'hui beau jeu de dénoncer un autocrate... qu'il a contribué à armer.



Agenda

Jeudi 17 mars, journée de grève et de manifestation interprofessionnelle pour les salaires. À Paris, à 14 h, place de la République.

Vendredi 18 mars, rassemblement en soutien aux deux organisations pour la Palestine dissoutes par le ministre de l'Intérieur, Paris 20^e. À 18 h, métro Ménilmontant.

Samedi 19 mars, manifestation nationale à Paris contre le racisme et les violences policières et pénitentiaires. À 14 h, Chatelet.

Vendredi 25 mars, manifestation de la jeunesse pour la justice climatique et sociale, Paris. À 15 h, place du Panthéon.

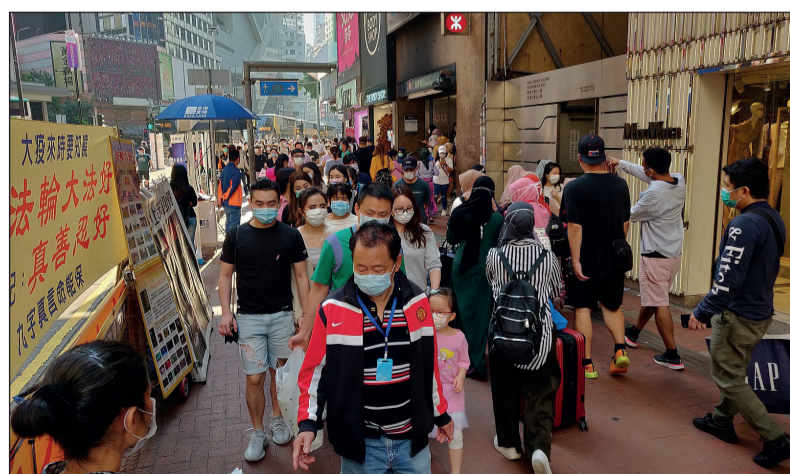
Mercredi 6 avril, rencontres de La Brèche sur «Judaïsme, islam et modernités», Paris 12^e. Avec Yakov Rabkin, historien et professeur émérite à l'université de Montréal, autour de son livre *Judaïsme, islam et modernités*. À 19 h, à la librairie, 27, rue Taine.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Je suis de gauche. Et puisque certains s'interrogent sur le vote utile à gauche, je voudrais dire que le vote utile à gauche, pour moi, c'est Emmanuel Macron.

JEAN-YVES LE DRIAN, France Inter, 13 mars 2022



WIKIMEDIA COMMONS

Regain de l'épidémie en Asie

Ceux qui ont vu omicron comme une bénédiction ou une grippe devraient tourner leur regard vers l'Asie. Hong Kong, 7,5 millions d'habitants, épargnée depuis deux ans par le covid, connaît chaque jour avec omicron entre 100 et 200 morts, soit en un jour autant que le total des décès depuis le début de la pandémie. Ses hôpitaux sont saturés, les contaminés parqués dans des camps sanitaires. La reprise en main par la Chine, c'est aussi une gestion sanitaire ultra-autoritaire! Face à Hong Kong, Shenzhen et ses 17 millions d'habitants sont confinés. Surnommée «l'usine du monde», la «Silicon Valley chinoise», la région de la rivière des perles est l'un des plus grands centres de valeur au monde, avec sa production de semi-conducteurs ou d'iPhone, aujourd'hui à l'arrêt. Tout un symbole, le capitalisme rouge confine sa population, mais propose à Foxconn, qui produit ses iPhone à Shenzhen, de poursuivre sa production

avec un système de «gestion fermée». Ses ouvriers vivraient et travailleraient enfermés dans une bulle coupée de la population! Omicron met d'autant plus en péril la stratégie du zéro covid que les vaccins chinois sont seulement efficaces à 35%, à deux doses, pour neutraliser omicron, comme le montre, après beaucoup d'autres, une étude de l'Université de Hong Kong sur le Sinovac. Le vaccin inactivé Sinovac est l'un des plus utilisés au monde, avec des milliards de doses exportées ou fabriquées dans 48 pays.

Les capitalistes sont bien incapables de renforcer les systèmes de santé face à la pandémie et à ses suites, de défendre une gestion démocratique du covid, par la mobilisation des populations, sans compter l'inaction face au désastre climatique, dont la conséquence n'est pas seulement le réchauffement, mais aussi la probabilité de nouvelles émergences pandémiques.

Frank Prouhet

de technologie, tous les essais sont à refaire! Il faudra donc attendre 2024 pour finir les études et lancer la production. Sans compter que BioNTech a fait pression sur le gouvernement sud-africain pour l'abandon du projet, selon une enquête du *British Medical Journal*. BioNTech qui communique

sur un centre de fabrication pour vaccins ARN en conteneur pour les pays émergents, ce qui au passage lui permet de garder les licences, les technologies et de maîtriser les prix et les zones d'exportation de ses vaccins «africains». Mise en route prévue de la production, mi-2023. Bonjour l'urgence!

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RUSSIE « Une très mauvaise compréhension de ce qui se passe en Ukraine »

Entretien. Nous publions ici la transcription – « faite dans l'urgence », selon les termes même d'Amy Goodman qui anime le site « Democracy Now » (version TV en ligne) – d'un entretien qu'elle a eu, le 7 mars 2022, avec l'historien et militant **Ilya Budraitskis**.

Ilya, pouvez-vous nous parler de la répression des manifestations et de la presse ? À ce stade, je crois que plus de 13 000 personnes ont été arrêtées en Russie pour avoir manifesté.

Oui c'est la réalité. En fait, nous entrons actuellement dans une nouvelle réalité politique en Russie, parce que toutes les anciennes, disons, règles du jeu, ne fonctionnent pas. Si auparavant, il y a seulement quelques mois, même deux mois, vous pouviez être arrêté pour avoir participé à une manifestation de rue et passer quelques jours en prison ou payer une amende, aujourd'hui, si vous êtes arrêté ou si vous diffusez simplement une information différente du point de vue officiel, vous pouvez être emprisonné pendant des années. Telle est la nouvelle situation. C'est un niveau de risque nouveau pour le mouvement de protestation en Russie. Bien sûr, ces gens qui, hier encore, sont descendus dans les rues des principales villes russes, sont extrêmement, extrêmement courageux. Je pense qu'ils et elles devraient faire partie de la « fraction héroïque » de l'histoire des mouvements antiguerre mondiaux.



Ilya Budraitskis.DR

Pouvez-vous nous parler de l'identité des manifestants et de la quantité d'informations qui circulent sur ces manifestations dans toute la Russie en ce moment, malgré la répression de la presse ?

La plupart de ces personnes sont des jeunes. Ce sont, disons, des étudiantEs ou simplement des jeunes de moins de 25 ans. Malheureusement, cette partie de la population qui s'oppose activement à la guerre est très réduite en termes de générations et d'accès à l'information. Comme cela a probablement déjà été dit dans vos programmes, dans les médias officiels russes, l'image de la réalité, l'image de ce qui se passe en Ukraine, est totalement différente. C'est comme une réalité alternative. Il n'y a pas d'images des bombardements des villes ukrainiennes. Il n'y a même pas d'informations véritables sur les actions des unités militaires russes en Ukraine. Donc, en fait, la majorité de la population a une très mauvaise compréhension de ce qui se passe réellement en Ukraine. Donc, ceux qui ont participé à ces manifestations ces derniers jours obtiennent principalement leurs informations alternatives de certains médias sociaux, du moins qui sont encore accessibles dans le pays, ou, disons, de sites Internet alternatifs d'opposition, qui pour la plupart d'entre eux sont maintenant bloqués. Toutefois, vous pouvez toujours y accéder en utilisant le VPN (réseau virtuel privé), ce qui est accessible à peu de personnes.

Que signifie le fait que Dimitri Muratov – qui a remporté le prix Nobel de la paix en 2021 et dirige le journal Novaya Gazeta – ait déclaré qu'ils n'allaient plus en parler de la « guerre » à cause de la censure ?

Oui, c'est un fait. Vous avez donc une nouvelle situation avec le type actuel de censure. Comme vous le savez probablement, même les termes « guerre » ou « invasion » sont définis comme relevant de la désinformation ou des fake news en Russie. Vous pouvez – selon la nouvelle loi adoptée par le parlement il y a quelques jours – être emprisonné jusqu'à 15 ans pour la diffusion de telles « désinformations ». Nous savons que, déjà, des enquêtes criminelles sont en cours sur des personnes qui ne se contentent pas d'écrire quelque chose de ce genre, mais qui repostent simplement des nouvelles sur les médias sociaux qui appellent cette guerre une « guerre ». **Traduction rédaction À l'Encontre**

ÉTATS-UNIS Le débat de la gauche sur la guerre de la Russie en Ukraine

S'il y a eu des manifestations antiguerre contre l'invasion russe de l'Ukraine par Vladimir Poutine, elles ont surtout été organisées par des immigrantEs ou des descendantEs d'immigrantEs ukrainiens dans de nombreuses villes étatsuniennes. La gauche étatsunienne a été lente à organiser des initiatives antiguerre, et celles qui ont eu lieu ont donné lieu à des débats sur les stratégies et les principes, dans le cadre de la discussion politique plus large sur le rôle des États-Unis dans cette guerre.

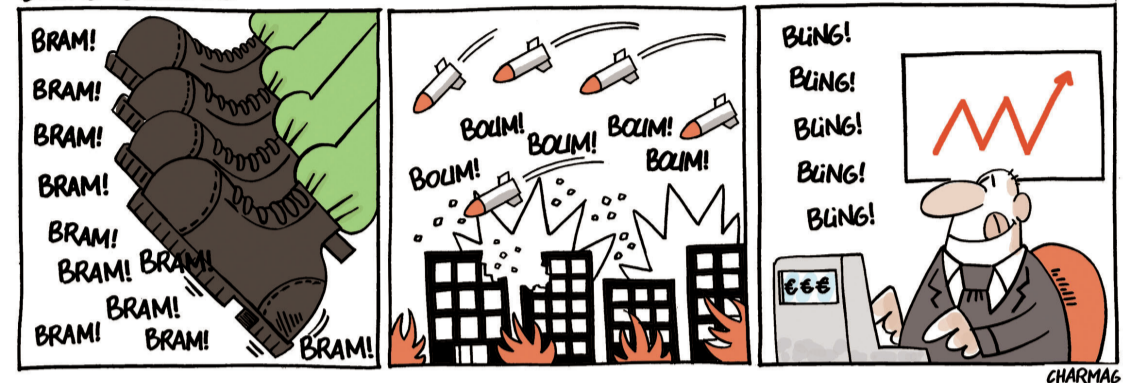
On peut essayer d'esquisser un aperçu des personnes qui participent à ces manifestations et de leurs points de vue.

UkrainienEs et « Églises pour la paix »

Actuellement, les UkrainienEs sont donc souvent au centre de ces initiatives. Historiquement, les immigrants ukrainiens de l'après-Seconde Guerre mondiale, comme les autres EuropéenEs de l'Est, avaient tendance à être anticommunistes et généralement conservateurs. Aujourd'hui, ils et elles protestent contre Poutine avec des affiches qui le dépeignent en Adolf Hitler ou en diable, et ils et elles demandent souvent non seulement que la Russie mette fin à la guerre et retire toutes ses troupes, mais aussi que les États-Unis et l'OTAN viennent à l'aide de l'Ukraine avec une zone d'exclusion aérienne et des armes. Ils arborent le drapeau ukrainien et chantent leur hymne national, mais on ne voit pas d'UkrainienEs arborant des symboles ou des slogans fascistes. Au fil de la guerre, leurs demandes de soutien sont devenues plus fortes et plus furieuses.

Les mouvements antiguerre étatsuniens remontant à plusieurs décennies ont souvent été impulsés par les historiques « Églises pour la paix », comme on les appelle, telles que les Quakers et l'Église des Frères. Ces églises et d'autres pacifistes absolus s'opposent à tout militarisme et à toute violence. Leur revendication est toujours la même : « La paix maintenant. Mettez fin à la guerre ». Une fois de plus, ils sont de retour pour

BRUITS DE GUERRE



CHARMAG

protester contre la guerre en Ukraine. Naturellement, ils s'opposent non seulement à la Russie, mais aussi au militarisme des États-Unis et de l'OTAN.

Mouvements campistes

Le mouvement antiguerre contemporain a été créé après les attaques terroristes contre les États-Unis le 11 septembre 2001, la montée du chauvinisme étatsunien et les guerres militaires américaines en Afghanistan et en Irak. Certains de ces mouvements ont été dirigés par des groupes tels que le Parti des travailleurs du monde (WWP) qui, par le passé, avait soutenu l'écrasement soviétique de la révolution hongroise de 1956 et du mouvement démocratique tchécoslovaque de 1967-1968. En 2001, le WWP a fondé la Coalition ANSWER, qui est devenue le principal groupe antiguerre des années 2000. Tout en s'opposant à l'impérialisme US, certains membres de la coalition ont également soutenu Bachar al-Assad en Syrie ou le régime iranien, arguant qu'ils

étaient anti-impérialistes. Ils ont tendance à considérer que la Russie et la Chine sont également anti-impérialistes parce qu'elles s'opposent aux États-Unis.

D'autres groupes, tels que le groupe de femmes Code Pink et US Labor Against the War, ont tenu des positions campistes similaires jusqu'à l'invasion de l'Ukraine. Après l'invasion de l'Ukraine, la position de nombre de ces groupes a évolué : ils se sont alors opposés à la Russie en même temps qu'aux États-Unis et à l'OTAN. Certains cependant, même s'ils s'opposent à l'invasion russe, ont tendance à en rejeter la responsabilité sur les États-Unis et l'OTAN, en excusant et en disculpant Poutine.

Défendre des positions internationalistes

Enfin, il y a aussi dans ces manifestations des internationalistes comme moi qui, pour le moment, mettent l'accent sur Poutine et l'agression russe, tout en affirmant que les États-Unis et l'OTAN sont également impérialistes. Beaucoup d'entre nous pensent qu'il

est important de soutenir à la fois la résistance ukrainienne et son droit à se procurer des armes et nous sommes solidaires des manifestantEs russes qui manifestent malgré les coups et les emprisonnements. Si nous pensons que les UkrainienEs ont le droit de se procurer des armes pour se défendre partout où ils le peuvent, nous nous opposons à la zone d'exclusion aérienne ou aux troupes de l'OTAN, mesures qui pourraient conduire à une troisième guerre mondiale, voire à une guerre nucléaire.

Ces débats sur les principes et les stratégies au sein de la gauche américaine, du mouvement antiguerre et de la société en général ont lieu lors de rassemblements, sur des sites web et dans les médias sociaux. C'est positif. Grâce à ces débats, nous pouvons gagner une nouvelle génération à une position internationaliste. Celles et ceux qui aux États-Unis, en Europe et dans le monde partagent la position internationaliste doivent s'unir pour la défendre partout. Il y a un monde à gagner.

Dan La Botz

UKRAINE Appel aux Russes d'un socialiste ukrainien

Argumenter maintenant avec les Russes qui ne condamnent pas les actions de leur armée en Ukraine est la tâche des Russes antiguerre, pas des Ukrainiens. Mais je vais essayer de les aider un peu, peut-être que cela servira à quelque chose.

Premièrement, pour ceux qui demandent « Pourquoi avez-vous été silencieux pendant 8 ans quand le Donbass était bombardé ? », je n'ai pas gardé le silence. Par exemple, voyez mon article¹ sur la frappe aérienne ukrainienne contre l'administration d'État régionale de Lugansk (c'est important pour moi personnellement, car je suis de Lugansk). J'ai également écrit sur les autres victimes parmi les civils en 2014-2015 (vous trouverez plus d'informations sur ce sujet ci-dessous). J'ai également dénoncé le blocus économique du Donbass et je suis allé à un rassemblement antifasciste dans le centre de Kiev avec une pancarte « dissoudre le régiment d'Azov ». En bref, j'étais pour un règlement pacifique du conflit dans le Donbass.

Une agression impérialiste

Mais maintenant tout est différent. L'invasion actuelle de l'armée russe est une agression impérialiste qui doit se terminer par une défaite, sinon nous aurons une « nouvelle normalité » dans laquelle l'intervention militaire deviendra monnaie courante. Lorsque la Russie a commencé à bombarder les villes ukrainiennes, j'ai décidé de m'engager dans la Défense territoriale.

Malheureusement, cela n'a pas fonctionné pour moi car, à Kiev, il n'y a pas assez d'armes pour tout le monde.

Si vous pensez toujours que l'armée russe ne combat ici que contre les « nazis », vous vous trompez. Des hommes âgés, des hipsters et gars des quartiers se tiennent ensemble dans d'énormes files d'attente pour les armes. Pour nous, c'est une guerre de libération populaire.

Je ne comprends pas comment les Russes peuvent encore croire à la propagande selon laquelle les « nazis » règnent en Ukraine après qu'un juif russophone de Krivoy Rog avec un programme de paix pour le Donbass est devenu président. Oui, le règlement pacifique n'a pas fonctionné, mais cela s'est produit, entre autres, à cause de la réticence de Poutine à faire des concessions. Néanmoins, il a été possible de parvenir à une réduction sans précédent du nombre de violations du cessez-le-feu et il y a eu beaucoup moins de victimes civiles. Mais maintenant, à cause de l'invasion russe, les habitantEs du Donbass vivent à

nouveau sous les bombardements, la ville de Shchastia a été rasée par l'armée russe.

Sur les victimes civiles dans le Donbass

Ceux qui disent maintenant « Pourquoi avez-vous été silencieux pendant 8 ans » doivent également comprendre qu'une partie importante des pertes civiles dans le Donbass est le résultat des bombardements par les républiques populaires du Donetsk et de Lougansk elles-mêmes, ainsi que par l'armée russe. Si vous ne me croyez pas, vous pouvez lire le rapport du Centre des droits de l'homme « Memorial ». Je vous conseille particulièrement de lire la rubrique « La destruction des villages de Novosvetlovka et Khyryshchevatovo dans la région de Lougansk », où la responsabilité de la grande majorité des destructions et des morts incombe aux milices des républiques et à l'armée russe, qui essayaient d'éliminer de ce territoire les unités des forces armées ukrainiennes. Une situation similaire s'est produite à Debaltsevo, des

habitantEs du Donbass sont également morts des bombardements des milices des républiques à Marioupol, Volnovakha et à d'autres endroits. Et bien sûr, le cas le plus meurtrier pour les civils en 2014 est dû à l'armée russe – le crash du Boeing 777 dans la région de Donetsk. Si quelqu'un croit encore à la propagande russe selon laquelle ils ne l'ont pas abattu, alors je ne sais pas comment on peut discuter de quoi que ce soit avec ces gens.

Poutine peut tout planifier, mais même si la Russie prend Kiev et installe son propre gouvernement d'occupation, nous résisterons. Le combat continuera jusqu'à ce que la Russie se retire de l'Ukraine et paye pour toutes les pertes et toutes les destructions.

Par conséquent, mes derniers mots s'adressent aux Russes : dépêchez-vous de renverser le régime de Poutine. C'est dans votre intérêt comme dans le nôtre.

Taras Bilous (Mouvement socialiste d'Ukraine)

¹ – <https://commons.com.ua/ru/aviadar-po-budivlii-luganskoyi-oda/>

GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Un désastre aussi pour l'Afrique

Comme le souligne le site du journal *Madagascar Tribune*¹, un défilé incessant de diplomates russes et occidentaux a eu lieu au palais présidentiel d'Anosy. Le but ? tenter d'influencer Madagascar lors du vote à l'Assemblée générale des Nations unies le 2 mars concernant la condamnation de l'invasion de l'Ukraine. En fin de compte, la Grande Ile s'est jointe aux 17 pays africains qui se sont abstenus. Si on s'attendait à ce que le Mali et la Centrafrique refusent de condamner la Russie qui est désormais leur partenaire militaire de premier plan, plus surprenant a été le vote dans le même sens du Sénégal, du Togo, du Cameroun, et de la République du Congo, ou la non-participation au scrutin du Burkina Faso ou de la Guinée. Traditionnellement ces pays étaient en symbiose avec la France, l'ancienne puissance coloniale. Quant à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) considérée comme le bras armé de la diplomatie française, elle s'est refusée à prendre position. Cela illustre la crise spécifique de l'impérialisme tricolore en Afrique.

Un ras-le-bol de l'Occident

Le fait que la moitié des pays du Continent refuse de condamner la Russie révèle un certain ressentiment vis-à-vis de l'Occident. Certains parlent même de revanche contre l'OTAN qui avait attaqué la Libye pour mettre à bas le régime de Kadhafi, lequel bénéficiait d'une popularité usurpée certes, mais bien réelle. Un agacement de voir une mobilisation importante pour l'Ukraine qui n'a jamais été de mise pour des guerres aussi meurtrières

L'invasion de l'Ukraine par l'armée de Poutine va avoir des conséquences sur l'Afrique. Le risque le plus évident est celui d'une crise économique et alimentaire qui risque de frapper de plein fouet le Continent. Cette invasion met aussi en lumière les ruptures politiques, notamment dans le pré carré africain de la France, qui illustrent son affaiblissement en Afrique.



WIKIMEDIA COMMONS

comme celles du Soudan, de l'Éthiopie ou du Cameroun. Pour certains, c'est une sorte de satisfaction de voir un homme capable de s'opposer à la puissance de l'Union européenne et des USA. De plus le comportement scandaleux du traitement des réfugiés africains ou asiatiques d'Ukraine et l'accueil différencié entre les Ukrainiens et les autres réfugiés ont mis à nu le racisme en Europe. C'est ainsi qu'une partie des dirigeants africains ont collé aux sentiments de leur population, d'autant que maints pays entretiennent désormais des relations commerciales et militaires avec la fois la Russie et les pays occidentaux ou s'apprentent à le faire.

Un risque économique majeur

Une prudence de bon aloi car la crise économique risque de frapper

fortement le continent. Déjà, les économies africaines sortent difficilement de la crise sanitaire liée au Covid-19. La baisse de la demande mondiale entraînant une demande moindre des matières premières, le quasi-arrêt du tourisme, la fragilisation des chaînes de valeur mondiale, et la réduction de près de 40 % des IDE (investissements directs à l'étranger) ont affaibli la santé économique des pays africains.

La guerre provoquée par Poutine va avoir des conséquences pour l'ensemble des pays africains même si elles seront différenciées. Les pays producteurs de pétrole et de gaz comme le Nigeria, l'Angola ou l'Algérie vont bénéficier de la hausse des prix, mais ils risquent d'être vite rattrapés par la pénurie de produits agricoles car ils sont de

gros importateurs de denrées alimentaires. Les autres pays africains tournés vers l'agriculture seront touchés par les augmentations extrêmement importantes du prix de l'énergie. Dans tous les cas, au vu de la faiblesse des trésoreries des pays du continent, les chocs risquent d'être violents pour les populations.

Déjà l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souligne que plus d'une trentaine de pays africains sont déjà en situation de tension alimentaire. Les causes sont multiples. Il peut s'agir de conflits comme en Centrafrique, au Niger, au Tchad, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en Éthiopie, au Sud Soudan. Les dérèglements climatiques entraînent des sécheresses, c'est le cas au Kenya, en Somalie, dans le sud de Madagascar ou des pluies diluviennes comme au Burundi, à Djibouti, au Congo ou encore des cyclones qu'ont connus le Mozambique ou la région Est de Madagascar.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a tiré la sonnette d'alarme sur la situation de stress alimentaire en avril pour nombre de pays. Le risque aujourd'hui avec la guerre initiée par Poutine est une famine de grande ampleur en Afrique.

Paul Martial

1 - «Madagascar sommé de condamner l'invasion russe en Ukraine?», madagascar-tribune.com, 1^{er} mars 2022.

8 MARS

Un mouvement féministe international!

Journée de lutte internationale pour les droits des femmes, le 8 mars est le témoin de l'ampleur du mouvement féministe en France comme dans le reste du monde.

En Argentine, en Uruguay et au Mexique, des dizaines de milliers de femmes ont manifesté contre les violences, les viols et les féminicides proclamant : « C'est évitable si la violence est arrêtée à temps ». C'est aussi le cas en Grèce où le mouvement MeToo s'est ancré profondément : des milliers de femmes ont manifesté



à Athènes contre les violences sexistes et sexuelles. Au Pakistan, des milliers se sont également rassemblés et ont protesté contre les violences malgré les tentatives d'annulation des manifestations par les autorités. Au Cameroun, les femmes ont défilé dans les rues pour revendiquer leur autonomie financière, l'accès à l'emploi et dénoncer les violences qu'elles subissent.

Au Chili, des dizaines de milliers de femmes se sont rassemblées pour réclamer le droit à l'avortement dans un pays où on estime qu'il y aurait entre 60 000 et 200 000 avortements clandestins par an. Le nouveau président élu Gabriel Boric se positionnant en faveur de la légalisation de l'avortement. En Colombie, c'est pour célébrer leur récente victoire sur la dépénalisation de l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse que les manifestantes se sont réunies par milliers à Bogota!

À Istanbul, la marche de nuit féministe à laquelle plusieurs centaines de femmes participaient a été violemment réprimée par la police à de coups de gaz lacrymogène et de violences physiques. Au Kurdistan des milliers de femmes kurdes ont célébré le 8 mars dans des dizaines de villes.

À Madrid, plusieurs milliers de femmes ont marché avec des mots d'ordre contre le machisme, le fascisme et les LGBTIphobies. En France nous étions 35 000 à Paris, et plusieurs milliers à Toulouse, Grenoble, Marseille... pour réclamer l'égalité salariale, et la fin des violences. C'est une vraie réussite pour cette journée qui avait été appelée autant par les organisations féministes que par les syndicats autour de la question de la grève des femmes. Cela nous ouvre des perspectives enthousiasmantes pour la suite en matière de construction du mouvement féministe.

Solidarité avec les femmes du monde entier!

Partout, les femmes se mobilisent. Le 8 mars est toujours l'occasion d'expérimenter, dans la rue, la solidarité internationale. Nous nous découvrons des milliers. Nos mots d'ordre se rejoignent et portent bien souvent les mêmes questions : la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'accès à l'avortement, l'égalité salariale, l'accès à l'emploi. Cette année a en plus été marquée par une solidarité avec les femmes ukrainiennes et contre la guerre, mais aussi par la solidarité avec toutes celles qui ne peuvent pas manifester et qui sont réduites au silence comme en Afghanistan où les militantes féministes vivent dans la crainte d'être arrêtées.

Le 8 mars nous le démontre encore une fois : nous sommes fortes, nous sommes nombreuses, nous sommes internationalistes et féministes et fières. Nous devons maintenant nous coordonner et étendre notre mouvement pour obtenir la fin de l'oppression patriarcale. Pour cela nous devons aussi réussir à aller jusqu'au bout de certains débats et à nous unir. En France, les manif du 8 mars ont aussi été le lieu d'insultes contre les personnes trans, alors que les dominées ont au contraire besoin de s'unir contre le patriarcat. Nous devons nous battre contre la transphobie dans nos luttes féministes. Des violences ont aussi eu lieu contre des militantes abolitionnistes à Paris ou à Toulouse. Nos divergences sur la prostitution ne doivent pas nous empêcher de manifester ensemble pour les droits des femmes. Il est maintenant nécessaire d'avancer ensemble et unies contre le patriarcat.

Aurélienne Thos

Le fait de grandir à Jérusalem au milieu d'une extrême injustice m'a poussé à protester, à trouver un moyen de résister. Enfant, j'ai été témoin de démolitions de maisons et d'arrestations, et j'ai vu quotidiennement les familles harcelées par les soldats israéliens au checkpoint israélien voisin. Dès mon plus jeune âge, j'ai su que je ne pouvais pas rester sans rien faire, et je me suis lancée dans l'activisme politique. À seize ans, j'ai reçu une balle dans la jambe et j'ai été arrêté pendant cinq mois simplement pour avoir distribué des tracts et avoir été membre d'un syndicat étudiant. J'ai été à nouveau arrêté en 2004 et détenu pendant cinq mois en vertu de la « détention administrative », une vieille loi britannique qui permet l'arrestation prolongée sans procès.

Ne pas se soumettre au nettoyage ethnique

J'ai été de nouveau arrêté en 2005, accusé d'avoir tenté d'assassiner un politicien israélien d'extrême droite, ce que la police israélienne n'a pas pu prouver ; aucune arme, aucun plan, aucune preuve matérielle n'ont jamais été présentés, seulement le témoignage d'autres personnes obtenu sous la torture de la police israélienne. Sachant que je serais probablement condamné quel que soit le bien-fondé de l'affaire, j'ai négocié un plaidoyer pour sept ans. À l'époque, on m'a proposé l'alternative d'un exil de quinze ans en France, mais connaissant les intentions d'Israël de m'expulser, j'ai refusé.

PALESTINE Une lettre de Salah Hamouri avant sa nouvelle incarcération

L'État d'Israël a une nouvelle fois incarcéré notre camarade Salah Hamouri. Arrêté le 7 mars à son domicile, il a été ensuite condamné à une peine de détention administrative de quatre mois – ramenée quelques jours plus tard à trois mois. Le NPA et son candidat Philippe Poutou exigent la libération de Salah, et s'associeront à toutes les initiatives allant en ce sens. Nous reprenons à cette occasion des extraits d'un texte qu'il a publié récemment sur jacobinmag.org.

Tout ce que le régime d'apartheid israélien a fait vise à me faire taire et à m'encourager à abandonner et à quitter le pays, comme ils le font avec tout Palestinien qui refuse de baisser la tête et de se soumettre au nettoyage ethnique. Les autorités israéliennes élaborent un plan de harcèlement sur mesure pour chaque personne politiquement active, en l'arrêtant et en la harcelant, et lorsque cela ne fonctionne pas, en lui retirant sa carte d'identité ou son assurance maladie et en ciblant sa famille et ses entreprises. Ils ciblent ceux qui s'expriment afin d'affaiblir notre résistance collective et de nous expulser plus facilement.

Ce n'est pas ce que je veux pour mes enfants

Ma propre histoire démontre que le régime israélien est absolument impitoyable, qu'il agit avec une cruauté calculée qui ne connaît aucune limite. La séparation forcée de notre famille est destinée à infliger des souffrances, à priver mes

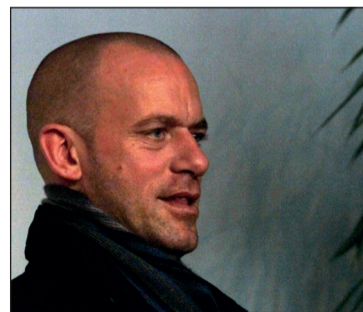


PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

enfants d'un père et des expériences et joies de grandir dans leur patrie avec l'amour de ma famille élargie. Les interactions avec mes enfants se limitent à des moments volés par appel vidéo, à des tentatives de créer et de maintenir un lien malgré la distance.

Ce n'est pas ce que je veux pour mes enfants. Mais il vaut mieux qu'ils sachent que je me suis battu pour la justice plutôt que d'accepter passivement le nettoyage ethnique, il vaut mieux que je fasse tout ce que je peux pour rester fermement ancré sur

notre terre plutôt que d'acquiescer au harcèlement d'Israël. Je poursuis mon combat parce que je veux que tous les Palestiniens vivent dans la liberté et la dignité, et je sais que cela ne se fera pas sans combat, sans sacrifice de la part de ceux qui sont prêts à prendre position.

L'année dernière, les Palestiniens se sont levés par milliers pour défendre Jérusalem, déclenchant un soulèvement qui s'est étendu à toutes les communautés palestiniennes pour rejeter la colonisation israélienne. Une nouvelle génération a réitéré son engagement à poursuivre la lutte pour la justice, pour la libération et pour les droits des réfugiés palestiniens vivant depuis des décennies en exil. Comme notre peuple n'a pas abandonné, je ne peux pas non plus, et les millions de personnes dans le monde qui soutiennent la Palestine, et dont l'engagement à notre cause est plus important maintenant que jamais, ne peuvent pas non plus abandonner.

Salah Hamouri

L'appel de la Campagne Antiracisme et Solidarité

Notre pays construit des ponts pas des murs. D'où que l'on vienne, où que l'on soit néE, notre pays existe. Il s'appelle Solidarité.

Notre pays n'a ni carte ni limites. Il ne fait pas la guerre si ce n'est au fascisme, au colonialisme, au racisme, à l'injustice et aux inégalités.

Notre pays n'existe pas isolé, atomisé, soumis. Il existe dans tout ce qui relie, regroupe, donne confiance et lutte.

Notre pays est en grand danger. Il doit sortir, se montrer, se lever. Vivre.

Car notre pays brûle. Il s'appelle Avenir.

Car notre pays est étouffé. Il s'appelle Liberté.

Car notre pays se meurt. Il s'appelle Égalité.

Car notre pays est opprimé. Il s'appelle Dignité.

Notre pays est en danger. Nous appelons à la mobilisation générale.

Pour l'avenir. Si la planète brûle, cela n'a rien à voir avec les migrations, nos couleurs de peau, nos origines, nos religions. Le monde n'attend qu'une étincelle pour exploser et certainEs nourrissent l'incendie qui nous menace.

Nous dénonçons toutes les formes de racisme dont l'islamophobie, l'antisémitisme, l'antiziganisme, la négrophobie et le racisme anti-asiatique. Nous exigeons notamment la fin des contrôles au faciès, l'abrogation de la loi dite « séparatisme », le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la fin des dominations économiques, militaires et politiques, en particulier la Françafrique.

Pour la liberté. Nous voyons que lorsqu'on commence à limiter la liberté pour certainEs, c'est la liberté de touTEs qui recule. C'est ainsi que se mettent en place des pouvoirs de plus en plus autoritaires.

Nous exigeons la liberté de circuler et de manifester et notamment l'abrogation de la loi dite « sécurité globale », la fin des violences et des crimes policiers et pénitentiaires, la suppression des mesures de répression contre les migrantEs (OQTF, IRTF...) et la fermeture des Centres de rétention administrative. Nous exigeons la destruction des murs qui s'érigent partout dans le monde pour séparer et contrôler les peuples.

Pour l'égalité des droits. Les arguments utilisés contre l'immigration sont faux économiquement et ne servent qu'à justifier les mesures qui amplifient monstrueusement le racisme et les inégalités sociales. L'oppression et la surexploitation des migrantEs aggravent les conditions de touTEs les salariéEs.

Nous revendiquons l'égalité des droits pour touTEs, le renforcement et l'accès réel à la santé, à l'éducation, à des revenus décents, au logement et l'arrêt des expulsions dans les foyers de travailleurs/euses migrantEs. Nous exigeons notamment la régularisation des sans-papiers.

Pour la Dignité. Nous refusons la banalisation de l'insoutenable. Nous dénonçons les politiques anti-migratoires et de non-accueil des migrantEs. Nous refusons l'instrumentalisation des femmes à des fins racistes. Nous réclamons vérité et justice pour les victimes de violences policières et pénitentiaires. Nous exigeons le respect des convictions et croyances de touTEs. Debout, nous redevons dignes.

Pour la Solidarité. Nous appelons toutes et tous à se lever, se rassembler, s'organiser. À faire vivre notre pays partout où il existe. Dans les quartiers, les villages, les ronds-points, les écoles, les lieux de travail. Autour d'un hôpital menacé, d'une mosquée ou d'une synagogue fermée ou attaquée, d'une église où l'on fait une grève de la faim pour les migrantEs, des associations antiracistes dissoutes ou menacées de l'être, d'un théâtre qui avait été occupé, d'un piquet de grève, d'un immeuble menacé d'expulsion, d'une frontière. À partir d'un local associatif ou syndical, d'un lieu culturel et solidaire...

Nous appelons notre pays à se lever en masse, s'organiser et lutter pour la solidarité et contre le racisme.

Notre pays existe. Il s'appelle Solidarité.



19 MARS: NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ!

C'est un pays qui n'a « ni carte ni limites ». Samedi 19 mars, il va manifester dans le monde entier, contre le racisme et le fascisme, du Brésil à la Nouvelle-Zélande, des États-Unis à l'Afrique du Sud, de la Pologne à l'Espagne. À Paris il manifestera, venu de nos quartiers et nos villes, derrière les collectifs de sans-papiers et migrantEs de toutes nationalités, les comités de familles de victimes des violences policières et un cortège de solidarité internationale.

«Notre pays existe»

L'appel lancé par la Campagne Antiracisme et Solidarité à l'occasion des manifestations du 18 décembre dernier résonne encore plus fort aujourd'hui avec la guerre en Ukraine. « Notre pays construit des ponts pas des murs. Il ne fait pas la guerre si ce n'est au fascisme, au colonialisme, au racisme, à l'injustice et aux inégalités. Notre pays est en grand danger. Il doit sortir, se montrer, se lever. Vivre. » Ce samedi notre pays sera ukrainien en solidarité avec la population sous les bombes. Et il sera russe en solidarité avec celles et ceux qui se dressent contre la guerre.

« Notre pays existe » dit l'appel. Comme pour le Soudan, la Libye ou l'Afghanistan, la solidarité populaire qui s'exprime sur l'Ukraine nie tous les discours dominants racistes et nationalistes. De Toulouse à Rennes ou Rouen, les événements organisés dans le cadre de la Campagne ont été des succès, comme l'avait été la journée Commémoration du 6 février dernier en hommage aux migrantEs mortEs sur les routes de la migration. Mais c'est aussi le cas de la mobilisation à Montreuil et dans les quartiers du 18^e ou du 20^e à Paris, où se sont rejoints collectifs de sans-papiers, collectifs féministes, syndicalistes de la CGT, de Solidaires, de la CNT. Le jeudi 10 mars la Bourse du travail de Paris a fait salle comble pour un meeting de soutien aux grévistes sans-papiers. À la veille du 19 mars il y a désormais 400 organisations qui ont signé l'appel!

MACRON VEUT ACCUEILLIR LES MIGRANTS ENTRE "FERMETÉ" ET "HUMANITÉ"



NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ
ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG

Hypocrisie raciste

Le gouvernement s'organise pour accueillir 100 000 réfugiés d'Ukraine, avec une carte renouvelable, la scolarisation immédiate des enfants, le droit au logement, à la santé, au travail. C'est donc possible! C'était donc déjà possible hier pour éviter les milliers de mortEs aux frontières. Rien ne justifie donc que ce ne soit pas possible dès maintenant pour les MalienEs, les SoudanaisEs, les AfghanEs, les TunisienNEs... Rien ne justifie le blocage de la régularisation des sans-papiers en grève

depuis octobre sur trois sites de la région parisienne. Rien ne justifie les centres de rétention ou la répression des cinq camarades sans-papiers qui avaient manifesté à Montpellier contre le sommet France-Afrique.

Rien ne justifie... sinon l'hypocrisie raciste, cette autre face du nationalisme et de l'impérialisme. Là où nous avons besoin de plus de solidarité internationale, de plus de justice, la France et l'Union européenne ne cessent de renforcer leurs murs et la militarisation de leurs États.

Emmanuel Macron illustre actuellement toute la logique que dénonce l'appel de la campagne. S'appuyant sur une posture de chef de guerre, il démontre que l'unité nationale est une unité qui se construit contre toutes nos luttes, contre toute notre classe. À Calais, malgré le soutien des jeunes du quartier (ou à cause de lui) un hélicoptère du RAID a été envoyé pour expulser un logement vide occupé par des activistes le 6 février pour héberger les migrantEs. Des collectifs de solidarité avec la Palestine viennent d'être interdits par le ministère de l'Intérieur à la demande du président. À Paris, un patron sous-traitant de l'entreprise où des sans-papiers sont en grève vient de licencier un camarade régularisé récemment

suite à son intervention au meeting de soutien des grévistes.

Guerre de classe

Oui, c'est une guerre de classe: pas de hasard si le président-candidat des riches annonce maintenant qu'il repoussera l'âge de la retraite. Comme le dit l'appel: « Les arguments utilisés contre l'immigration sont faux économiquement et ne servent qu'à justifier les mesures qui amplifient monstrueusement le racisme et les inégalités sociales. » Ce qui se passe autour de l'Ukraine est une accélération autour d'ingrédients qui étaient déjà présents, une dangereuse escalade. Escalade vers plus de militarisme, plus de nationalisme et de racisme, moins de libertés et plus d'inégalités. Avec tous ses monstres anciens en embuscade, guerre et fascisme.

Voilà l'enjeu du 19 mars. Pas une fin. La démonstration qu'il existe une autre voie, à creuser, à construire, celle de la solidarité, solidarité de classe, solidarité internationale, contre le racisme et le nationalisme, contre le recul des libertés et l'État policier. Une voie à faire vivre dans tous nos quartiers, dans nos lieux de vie et de travail. Une solidarité de lutte qui a besoin de montrer qu'elle existe et qu'elle peut être forte, qu'elle pourrait gagner. Pour éviter les redites dramatiques de l'histoire.

Denis Godard



NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ
ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG



La vie politique d'Alain a suivi les chemins qui ont mené de l'opposition de gauche dans le PCF à la Ligue communiste/LCR puis à la création du NPA. On peut même dire qu'il en a été le fil conducteur, toujours présent, toujours visible, dans les meilleurs comme dans les plus durs moments.

Alain, comme beaucoup de militantEs d'après-guerre a commencé son activité au sein du PCF. Suivant ses études au lycée Condorcet de Paris, il devint vite responsable du travail des JC dans les lycées parisiens. Militant exemplaire, il se retrouva rapidement confronté à la position du PCF face à la guerre coloniale en Algérie. Partisan du soutien à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, il s'engagea dès la fin des années 1950 dans les réseaux Jeune Résistance de soutien au FLN, puis, militant de l'UEC, anima le Front uni antifasciste à la Sorbonne. Ayant rejoint le PCI (la section française de la Quatrième Internationale) en 1961 (dans lequel militaient déjà ses deux frères Jean-Michel et Hubert), il joua un rôle central dans la construction de l'opposition de gauche dans l'UEC Secteur Sorbonne Lettres qui amena à la rupture avec le PCF lors de son soutien à la candidature Mitterrand en 1965, et à la création de la JCR. Alain en fut un des principaux animateurs, tout en participant à la création du Comité Vietnam national (CVN) de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. Ainsi dans les années 1960, il conjugua sa participation à la direction du PCI, l'organisation de l'opposition au sein de l'UEC (puis de la construction de la JCR) avec l'animation de fronts militants unitaires, comme le Front uni antifasciste puis le CVN. Avec Mai 68, la dissolution de la JCR puis son incarcération pendant tout l'été 1968 et son enrôlement pour le service militaire, la vie d'Alain allait se confondre à partir d'avril 1969 avec la création de la Ligue communiste dont il devint le porte-drapeau le plus connu, dès la « campagne Krivine » pour la présidentielle de 1969. Il devint alors pour 40 ans le principal référent politique des militantEs de la LC/LCR, pilier quotidien de la direction et du contact avec les villes. Principal porte-parole, le seul réellement connu à une échelle large jusqu'en 2002, il fut la voix de la LC/LCR, l'animateur infatigable des centaines de meetings pour les sections de la Ligue, grandes ou petites. Il était sûrement le dirigeant qui connaissait le mieux les sections et les camarades des villes, carte politique vivante de la LCR. Attaché au travail militant minutieux, il était tout autant attentif à l'activité politique quotidienne du parti qu'à saisir toutes les possibilités d'organiser des campagnes unitaires, d'entrer en contact et de collaborer avec d'autres courants militants. Dans les années 1970 et 1980, lecteur quotidien de *l'Humanité*, il était toujours attentif à ce qui se passait dans et autour du PCF qu'il considérait, à juste titre à l'époque, comme le principal parti dans les entreprises et les quartiers populaires. Il avait le souci de dépasser les frontières de la LCR, d'avancer vers un regroupement politique capable de prendre dans les classes populaires la place du PCF. Ayant l'anticolonialisme chevillé au corps, il participa activement aux liens avec les camarades et les organisations d'Algérie, des Antilles, de Corse et de Kanaky. De même, il participa activement jusqu'aux dernières années à la direction de la IV^e Internationale. Il contribua notamment au travail avec les camarades d'Europe de l'Est et de Russie.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

ALAIN KRIVINE 1941-2022

TON COMBAT CONTINUE

C'est par centaines que paraissent dans toutes les villes en France, du monde entier, des messages d'hommage à Alain. Ils disent qu'il n'est guère de vies plus nobles, dans le cœur des indignations quotidiennes, guère de rencontres qui nous rendent plus grandEs, plus fortEs et plus justes.

Ils nous disent comment Alain, avec une présence modeste qui forçait le respect, inspirait la force combative, donnait confiance, confortait, tournait toujours vers l'action. Ils célèbrent, à l'opposé des repentis et des renégats, la sincérité de ses engagements, son indéfectible constance internationaliste, sa fidélité

à l'idéal révolutionnaire en même temps que son ouverture d'esprit et son intérêt pour ce qui était nouveau et prometteur. Nous les remercions toutes et tous, et nous excusons auprès de celles et ceux que nous ne pouvons publier aujourd'hui, comme des coupures dans certains messages.

Militant des organisations de jeunesse du PCF, Alain va se radicaliser et rompre avec ces attaches, comme toute une génération sous le feu de « la révolution algérienne ».

Envoyé en 1957, pour récompense de ses qualités de vendeur de *l'Avant-Garde*, au Festival mondial de la jeunesse à Moscou, il est frappé, lors d'une rencontre non publique qu'il a réclamée, par les reproches de la délégation algérienne vis-à-vis de la politique du PCF face à la guerre menée par l'impérialisme français, en particulier quant au vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement du socialiste SFIO, Guy Mollet. Pouvoirs qui vont être transmis à l'armée en Algérie renforcée par l'envoi du contingent.

Alain va rejoindre Jeune Résistance, une organisation qui comptera 800 à 900 militantEs pour encourager et faciliter la désertion ou l'insoumission des jeunes qui refusent la guerre, avec des réseaux d'exfiltration pour la Suisse, bloquer les trains militaires en rase campagne, papillons, tracts, affiches, badigeonnages, etc. jusqu'au projet empêché par la répression de balancer à la mer du matériel militaire en lien avec les dockers.

Ce qui l'amène aux réseaux d'aide au FLN qui, comme les désertions, mais plus clairement politiques, toucheront tout de même quelques milliers de militantEs (ou devenus de fait militants). Il s'agissait d'abord de transferts de fonds (centralisation régionale des cotisations des immigrés puis transferts à l'étranger), d'impression et diffusion des tracts et de la presse du FLN en France, d'hébergements, de protection des déplacements des militants, d'aide aux tentatives d'évasion de prisonnierEs politiques (Alain raconte sa nuit passée avec une militante à repérer le nombre, les parcours et horaires des gardiens de la prison de Fresnes). Les journaux pouvaient être saisis ou/et paraître avec des colonnes blanches. Plusieurs publications pirates existaient, reproduisant les textes interdits ou censurés, comme *Témoignages et Documents* auquel Alain participa activement.

Plusieurs des responsables de ces diverses activités étaient évidemment aussi membres de la IV^e Internationale, et en même temps au PCF, double clandestinité! Alain ne sera exclu de ce dernier qu'en 1965. La « génération algérienne » s'y était en grande partie organisée et s'était assurée d'un rapport de force durable.

Vers la fin de la guerre, les ultras créèrent l'OAS qui pratiqua le terrorisme contre les partisans de l'indépendance algérienne, en Algérie et en métropole. L'appartement d'Alain sauta. Avec ses camarades de l'UEC et sans l'accord du parti, les étudiants du PSU, la Jeunesse étudiante chrétienne, des inorganisés, il créa le FUA (Front universitaire antifasciste), une organisation de masse et de combat qui arriva à réunir des milliers d'étudiantEs à Paris (mot d'ordre : « Chasser les fascistes du Quartier Latin ») et en province, et possédait même un service de renseignement qui démontra son efficacité. Cent cinquante intellectuels derrière Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir assuraient, comme dit Alain qui avait l'art de convaincre de ce côté-là, le « coussin démocratique ».

Jean-Pierre Debourdeau

Depuis quelques jours, je m'étais promis d'écrire à Paris pour obtenir des informations précises sur Alain. Pendant trop longtemps, son visage avait disparu de ces initiatives des mouvements et des luttes qui avaient caractérisé son militantisme généreux et indestructible tout au long de sa vie. Samedi, j'ai reçu la nouvelle la plus triste.

Mon rapprochement de la Quatrième Internationale, mûri à travers plusieurs lectures, après avoir participé aux luttes étudiantes, s'est traduit d'abord en participant à une assemblée de la petite formation italienne dédiée à l'expérience de Mai 68 mais aussi à la candidature révolutionnaire d'Alain Krivine à l'élection présidentielle. J'ai considéré que les positions de la Ligue communiste française étaient beaucoup plus proches de ce qui mûrissait dans ma tête que les conceptions politiques majoritaires de l'extrême gauche en Italie.

Je rencontrai Alain l'année suivante, à l'automne 1970 à Bruxelles lors de la grande réunion internationaliste des sections européennes de la QI, et je commençai à apprécier pleinement non seulement le rôle de l'organisation française, mais aussi les compétences politiques de son principal dirigeant.

Dans les années suivantes, la Ligue sera un mythe pour nous, Italiens, Paris sera Paris et Alain sera Alain.

Dans les nombreuses rencontres internationales, j'aurai eu l'occasion de connaître les qualités politiques de nombreux autres camarades français et d'autres pays, mais Alain sera resté le grand frère, celui qui sait le mieux se mouvoir dans la confrontation politique, celui qui donne la sécurité, qui rassure et sur qui vous pouvez compter même dans les moments les plus complexes.

Plus tard, juste au moment où la section italienne avait atteint le maximum de sa force et aussi de sa capacité d'initiative politique autonome, à partir de l'opposition à la guerre en Afghanistan, quelqu'un n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer notre position nous accusant de prendre des consignes politiques à l'étranger, de la France, c'est-à-dire directement d'Alain..... Avec Alain, je me suis aussi retrouvé à faire, je pense à deux reprises, une tournée de conférences en France : une belle expérience, non seulement pour ses formidables talents oratoires, avec beaucoup de contenu et en même temps de simplicité, mais aussi pour son humanité et ses capacités d'intégrer les camarades.

Je l'aurai revu pour la dernière fois lors d'un congrès du NPA, avec un débat interne difficile ; après nous ne nous serons plus joints qu'au téléphone. Pour cette raison, il reste difficile pour moi de penser qu'à Paris il n'y a plus Alain avec qui débattre, apprécier son humour proverbial, mais aussi son amour pour la vie, pour l'amitié et le plaisir du militantisme commun.

Franco Turigliatto



Comment restituer aujourd'hui l'itinéraire collectif incarné par Alain, celui d'une génération, celle de la guerre d'Algérie et du combat antifasciste, celle de la crise du stalinisme, celle de la guerre du Vietnam, celle de la révolution cubaine, celle de 1968 mais aussi celle de l'invasion en Tchécoslovaquie ?

En ces années soixante, l'histoire avait basculé. Au sein de l'UEC, la solidarité avec le combat anticolonialiste des Algériens s'était heurtée à la direction du PCF opposée au mot d'ordre d'indépendance, se contentant de réclamer la « paix en Algérie ». Alain avait rejoint Jeune Résistance. JR regroupait les appelés qui refusaient de participer à la guerre coloniale. Le 17 octobre 1961 il avait assisté aux ratonnades des Algériens sous la houlette du préfet de police ancien collaborateur Maurice Papon. Les partisans de l'Algérie française et l'OAS étaient à l'offensive. Le Front uni antifasciste (FUA) dont Alain était l'un des animateurs montait en puissance, rejoint par de nombreux intellectuels mais critiqué par la direction du parti communiste pour son « aventurisme ».

La guerre d'Algérie s'était achevée en 1962 mais elle laissait des traces. La gauche étudiante se séparait du PCF. C'était le début d'une bifurcation historique comme il s'en produit parfois, quand convergent plusieurs cheminements politiques creusés par la vieille taupe, cette taupe rouge qui devait devenir l'emblème de la LCR.

Peu à peu, le puzzle des événements politiques trouvait une cohérence. Le rapport Khrouchtchev n'était pas un faux rapport comme le laisse entendre pendant longtemps la direction du PCF, les bolcheviks condamnés lors des procès de Moscou n'étaient pas des traîtres. *La Révolution trahie* et les autres écrits de Léon Trotsky commençaient à circuler. Les Éditions François Maspero reprenaient le fil de l'histoire interrompue.

C'est alors que sur le plan international un nouvel espoir surgit en Amérique latine avec la révolution cubaine. L'invasion nord-américaine de la Baie des Cochons s'était conclue par une défaite retentissante en 1961. Une délégation officielle du PCF se rendra plus tard à La

Avec ses lunettes studieuses et sa « kravate » (objet de la dérision libertaire), il avait un look romantique doctrinaire. Il ne faut pas se fier aux apparences. Alain est plutôt un pragmatique hyperactif, animé d'une vocation et d'une authentique passion pour la politique. Il s'est révélé matériellement, médiatiquement, moralement incorruptible. La campagne présidentielle de 1969 était seulement la seconde à bénéficier de la médiatisation télévisuelle. Il n'est pas sûr qu'un autre candidat aussi jeune aurait aussi bien résisté aux flatteries et aux séductions de la personnalisation. Formé dans la lutte contre toutes les formes de bureaucratie, Alain était une sorte de grand frère rassurant et un exemple de rigueur égalitaire, toujours prêt à prendre sa part de corvée, toujours disponible, y compris en pleine nuit, pour voler au secours d'un camarade en rade dans un commissariat, toujours prêt à se régaler du casse-croûte le plus frugal ou de se satisfaire de l'hospitalité militante la plus inconfortable.

Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*

Havane. « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution », proclament Fidel Castro et Che Guevara. Cette critique publique des partis communistes latino-américains confirme l'analyse. Ce n'est pas seulement le PCF qui est en cause. Il faut réviser l'histoire de la révolution russe sous Staline et celle du Kominform, reprendre le combat de l'opposition de gauche et de la IV^e Internationale. L'internationalisme en gestation des nouvelles générations en France et dans le monde en sort renforcé ainsi que l'anti-impérialisme avec la guerre du Vietnam. En 1963, le poète russe Evtouchenko est présent à la Mutualité. Laurent Terzieff lit ses poèmes dénonçant les héritiers de Staline et Baby Yar, qui évoque le massacre de 100 000 juifs pendant la guerre, fustigeant l'antisémitisme. Evtouchenko est acclamé par des milliers de jeunes. À la Sorbonne, le Secteur Lettres de l'UEC est en ébullition. Plusieurs courants critiques y cohabitent. La décision du PCF est prise, il faut purger cette dissidence. La dissolution aura lieu en

janvier 1966. La JCR sera fondée après. C'est Alain qui en prend l'initiative, il maîtrise ces enjeux politiques. Il est de tous les combats. Son intuition politique ne le trompe pas, Mai 1968 confirmera qu'une refondation politique et générationnelle est à l'œuvre. Il faut en rassembler les composantes, organiser une nouvelle force militante. L'antifascisme ne peut plus servir à légitimer les crimes du stalinisme, le soutien aux luttes de libération nationale et l'anti-impérialisme font corps avec l'anti-capitalisme, avec la lutte antibureaucratique aussi. Alain consacra toute sa vie et son énergie militante – et elle était grande – à ces combats, faisant preuve d'une modestie, d'un dévouement, d'un désintéressement absolus. À l'heure où le fracas de la mondialisation engendre les monstres du nationalisme guerrier et du fanatisme religieux, et menace la vie sur la planète, la poursuite du combat exemplaire d'Alain n'est pas pour les jeunes générations un choix de vie mais une nécessité.

Janette Habel

Alain Krivine, grande figure du mouvement révolutionnaire et international, nous a quittés. Il laisse un monde dont les déchirures, les contradictions multipliées, les souffrances, les espérances et les inquiétudes sont la justification dramatique de son combat incessant pour que l'humanité ait un avenir. Bien que les visions individuelles, les bilans solitaires soient l'exact contraire du combat collectif auquel il s'est consacré depuis son plus jeune âge, ses proches et ses amiEs dont nous sommes heureux et fierEs de faire partie, peuvent dire qu'il a fait sa part avec honnêteté, dévouement et intelligence. Impossible d'oublier la chaleur de ses engagements, son humour à toute épreuve, sa fraternité vivante et généreuse.

Puisque c'est la période, il nous plaît d'informer les jeunes générations qu'il est le seul candidat aux élections présidentielles de France qui ait permis à un jeune militant martiniquais de lancer à ses côtés « dans la télévision de la personne » ce cri insolent mais toujours juste : CRS, képis rouges, légionnaires, gardes mobiles, mach des Antilles Guyane ! Depuis la belle campagne menée en France pour l'acquittement du regretté Christian Courbain, (traîné devant les tribunaux parisiens pour avoir brocardé vivement le sieur Messmer), Alain Krivine s'est tourné vers les Antilles et ses militantEs avec la même ardeur qu'il avait mis aux côtés des combattants indépendantistes algériens, et qu'il mettra à soutenir la lutte du peuple kanak.

Il restera pour nous un exemple de fidélité à l'idéal émancipateur contre le capitalisme, l'impérialisme, le colonialisme mais aussi le stalinisme.

Avec ses camarades de la Ligue, avec Ernest Mandel, Daniel Bensaïd et tant d'autres il a joué un rôle irremplaçable dans l'affinement de notre conscience révolutionnaire, dans le maintien permanent de l'éveil critique sans lequel le militantisme tourne à la langue de bois froide et déshumanisée. Merci Alain. Le combat continue, avec un chagrin de plus, mais tant de souvenirs enrichissants ! Que ta famille, tes proches, tes amis, tes camarades sachent que nous sommes ensemble dans cette douloureuse circonstance. Pour le GRS, Philippe Pierre-Charles

Alain, un révolutionnaire contre le cynisme

Je suis venu à Paris pour la première fois durant l'été 1973. Dans la voiture, il y avait un adulte, qui conduisait, son fils Carlos, et deux de ses amis, Cláudio et moi. Cláudio, déjà organisé dans un groupe clandestin, avait pour mission de contacter la Ligue communiste (le contact se fit avec une certaine audace, malgré le besoin de discrétion dû à la clandestinité, dans la librairie La Joie de lire, dans le Quartier Latin) et de ramener au Portugal de la propagande révolutionnaire. Nous autres le soutenions, avec enthousiasme et un certain sens de l'aventure, dans ce pays qui nous était totalement étranger. C'est ainsi que le remboursement de la voiture fut plein de livres et de brochures qui seraient lus avidement à notre retour. Nous n'avons alors parlé avec aucun des dirigeants de la Ligue, mais nous connaissions bien leurs noms : Daniel Bensaïd, Henri Weber, Charles Michaloux, Janette Habel et Alain Krivine étaient des leaders éminents du mouvement de Mai 1968 [...] et nous avons apporté beaucoup de ses écrits qui nous remplissaient de curiosité. Peu après le 25 avril 1974, j'ai rencontré à Lisbonne et à Porto Ernest Mandel, peut-être le marxiste le plus brillant de sa génération, et Daniel Bensaïd, avec d'autres. Mais ce n'est que durant l'été suivant que j'ai rencontré Alain lors d'une réunion en France. Il avait 32 ans et semblait tellement plus âgé, avec tant d'histoires à raconter : il était l'un des porte-parole de cette génération et l'un des représentants de ces itinéraires croisés, la dissidence du Parti communiste qui avait pris en charge la défense des indépendantistes algériens et qui voyait dans la lutte contre la guerre du Vietnam le fil de l'internationalisme. Avec Tariq Ali en Angleterre et Rudi Dutschke en Allemagne, comme avec les insurgés italiens de 1969, ce front internationaliste a été la marque des années soixante-dix. Alain était l'agitateur, le marcheur, celui qui voulait organiser la lutte de mouvement et la lutte de position. Mais surtout, il était vrai, juste dans ses formulations, populaire dans ses propositions, il engageait une politique de haute intensité dans un temps que l'on devinait très long. Et si, en cela, parfois, tant de fois, les déceptions sont venues d'attentes frustrées et d'erreurs de perspective, il avait la plus grande vertu de rejeter le cynisme, comme il l'explique dans son autobiographie.

Tu avais raison : contre le cynisme tu ne peux être que de gauche.

Francisco Louçã

Alain : l'espérance rouge !

La première fois que j'ai croisé Alain c'était en 1981, au stage d'été (l'ancêtre des universités d'été !) à Fronton. La liste des inscrits devant lui, il distribuait les chambres. Souriant, accueillant et drôle comme souvent. Je ne savais pas encore la place qu'il avait dans l'organisation dans laquelle j'allais bientôt militer. Je ne savais pas non plus qu'il viendrait souvent à Grenoble ni que nous deviendrions si amis. Et encore moins qu'en 1999 nous serions les premiers révolutionnaires, et les derniers à ce jour, à entrer au cœur même de la machine européenne !

Comme tous les camarades on était très heureux que la liste LO/LCR ait réalisé un score à 5% qui permettait d'envoyer cinq députés (trois LO et deux LCR) au Parlement européen (PE). Essentiellement parce que ça affichait l'espace politique de nos idées, petit mais réel, dans la société, dont on sentait qu'on pourrait faire quelque chose. Mais pour le dire franchement, ni Alain ni moi n'étions ravis d'être aussi embarqués personnellement dans ce succès ! Les institutions en général et le PE en particulier, c'était pas notre terrain de luttes ! Alain, au début, pestait toute la journée, les institutions c'était vraiment pas son truc, être coincé dans ce monde doré et irréel alors que les luttes et la révolution attendaient dehors !

Les députés « habituels » nous regardaient bizarrement, visiblement on n'avait pas les codes au milieu de tout ce beau monde, et on était sûrs et fiers de ne les avoir jamais ! Ceux et celles qui connaissaient Alain, en particulier s'ils avaient rattaché le drapeau rouge depuis des lustres, soit le brocardaient plus ou moins ironiquement, soit l'évitaient gênés. La plupart manifestaient cependant un grand respect pour ce révolutionnaire sans veste retournée. Et puis, avec les camarades qui bossaient avec nous, à Bruxelles, Paris ou Grenoble, on a formé une belle équipe, notre « cellule » du PE. Mon seul regret perso, c'est que je n'ai pas su, pas pu et personne d'autre non plus, la féminiser. C'était un travail collectif, les commissions de la Ligue, les sections de la IV, selon les sujets, donnaient le coup de main indispensable. Beaucoup de camarades passaient.

Avec son flair légendaire et son sens de la construction, Alain a su très vite ce qu'on pouvait mettre en œuvre depuis ce PE. De façon non exhaustive, je dirai que sous son impulsion notre activité s'est déployée dans plusieurs directions.

Au niveau international, Alain, qui connaissait parfaitement les sections de la IV, leurs histoires, les sensibilités, les légendes... s'est déployé dans le monde entier. C'était juste après Seattle, au beau moment de l'altermondialisme et des forums mondiaux, de Porto Alegre à Mumbai, des grandes manifestations européennes dans lesquelles Alain prenait la parole à chacun de ces grands événements. Ça sonnait juste et rouge ! On sillonnait aussi tout le pays, quelques nouvelles équipes se sont créées dans des villes où la Ligue n'existait pas ou plus. Alain aimait profondément les gens, la vie, et ce contact politique quasi charnel avec les équipes militantes.

Les députés pouvant inviter des groupes tous frais payés à visiter le PE et à tenir des réunions dans une des salles de l'édifice, on l'a fait un certain nombre de fois. Les jeunes d'un lycée professionnel de Saint-Denis (sa ville !), ceux d'une MJC de Grenoble, le CCE d'une grosse boîte, un tas de salariés en lutte, des Palestiniens, des cheminots... La force d'Alain c'est qu'il n'était pas encombré de lui-même, il avait donné définitivement sa vie à la révolution sans possibilité de retour, du coup, il avançait, il était persuadé qu'il y avait toujours quelque chose à faire. Comme il avait raison !

Il nous a donné ce souffle pour toujours continuer, tellement utile dans la période sombre dans laquelle nous plongeons ! Merci Alain !

Roseline Vachetta

Triste semaine : il y a quelques jours nous quittait notre camarade québécois Pierre Baudet, et voilà qu'on m'annonce le décès d'Alain Krivine, camarade et ami depuis la fin des années soixante.

Pendant plusieurs décennies, quand j'arrivais à Paris, une des toutes premières choses que je faisais, parfois directement de l'aéroport, c'était d'aller au local de la Ligue, et de rencontrer Alain. S'il était midi, il m'amenait au petit resto de l'impasse Guéménée et plus tard à sa cantine de Montreuil, où je devais faire mon rapport sur la situation en Israël/Palestine. Comme il se doit pour l'internationaliste qu'il était, son soutien à la Palestine était inconditionnel, mais l'essentiel de ses questions portait non pas sur le contexte politique mais plutôt sur notre stratégie de construction de l'organisation, nos politiques d'alliances, et en particulier nos relations avec le parti communiste local. Car Alain était avant tout un homme d'organisation. C'était aussi une politique révolutionnaire française : de tous les camarades de la Ligue communiste que j'ai connus il n'avait pas son pareil pour comprendre la politique locale et les composantes de la gauche hexagonale et leurs tactiques. [...] Quand Alain a été élu au Parlement européen, il a été, avec Luiza Morgantini, notre relais auprès des institutions européennes, toujours prêt à se mettre à la disposition des copains souvent à la recherche de financements. Je ne crois pas qu'Alain se sentait à l'aise dans les méandres de la politique européenne, et c'est avec un certain soulagement qu'il a retrouvé son petit bureau du local de Montreuil.

Comme tout dirigeant digne de ce nom, Alain a su former une nouvelle génération de militants et surtout leur passer les rênes. Leur action sera entre autres l'héritage de notre camarade Alain.

Michel Warschawski

Alain est une figure centrale de la politique française depuis aussi longtemps que je me souviens.

Je l'ai rencontré par l'intermédiaire d'un ami commun, un militant syndical de l'industrie automobile britannique, Alan Thornett. Alain et moi partagions la même tradition politique et le même principe fondamental : la société est fondée sur un conflit irrévocable entre deux classes opposées.

Alain est devenu un bon ami, dont le jugement était toujours fiable. Si l'on me demande de soutenir une campagne ou un groupe politique en France, c'est vers Alain que je me tourne pour obtenir des conseils. C'est par l'intermédiaire d'Alain que j'ai rencontré Olivier Besancenot et cela a été un grand plaisir.

Lorsqu'un film sort à Paris, Alain, Olivier et moi partageons un café et mettons le monde à plat. Je me réjouis de continuer à soutenir Olivier et le NPA. Le besoin d'une direction socialiste armée de principes devient de plus en plus nécessaire alors que nous sommes confrontés à des crises sur tous les fronts.

En tant qu'ami, Alain était loyal et généreux de son temps et de son soutien. Un grand homme, qui laisse un grand héritage.

Ken Loach



Alain fut un camarade exemplaire et chaleureux.

Après le congrès mondial de 1979, la LCR a mis en œuvre le « tournant vers l'industrie » [...]

À partir de novembre 1980, Alain venait tous les mois de Paris pour animer le « Groupe Taupe rouge Peugeot », qui organisait les militants et sympathisants LCR des usines Peugeot et les camarades extérieurs en soutien. On se réunissait toutes dans une ferme proche de Montbéliard, le samedi, seule possibilité de rassembler les camarades travaillant en normal, de nuit et en équipes du matin ou d'après-midi. Systématiquement, à l'entrée du chemin de terre menant à la ferme, un RG en planque dans une voiture banalisée nous surveillait à distance. Alain apportait toujours avec lui 5 000 exemplaires de la feuille mensuelle *Taupe rouge Peugeot*, un quatre pages imprimé à Roto. La réunion démarrait d'abord par une séance de pliage, à laquelle Alain participait avec sa bonne humeur. C'était pour lui l'occasion de donner des infos sur la vie du parti, raconter des anecdotes et, par tous ces échanges informels, contribuer à notre formation politique.

Alain a joué un rôle décisif pour recruter des militants ouvriers et stabiliser localement une intervention politique de la LCR sur plusieurs sites Peugeot (Vesoul, Valentigney, Mulhouse et Sochaux) : 60 000 salariées, dont les 2/3 sur la seule usine de Sochaux qui, selon un camarade ouvrier (qui a adhéré à la fin d'un meeting d'Alain à Montbéliard) consommait autant d'électricité que la ville de Paris... Avec abnégation, tous les mois, Alain a effectué ces allers et retours, parfois accompagné de camarades de Renault pour partager les expériences d'interventions de la branche auto. Au bout de deux ans (de mémoire), cette opiniâtreté a porté ses fruits ; le noyau militant a été suffisamment fort pour voler de ses propres ailes en milieu hostile et Alain a pu se « libérer ». Le quatre pages mensuel tiré à l'offset à Roto est passé en tract recto-verso quinzomadaire tiré sur place à la ronéo. [...] De l'eau a coulé sous les ponts, mais j'ai souvent recroisé Alain, en région parisienne ou à l'université d'été, toujours disponible pour discuter politique. Son antibureaucratisme viscéral, son optimisme à toute épreuve et sa chaleur humaine m'ont toujours impressionné. Avec du recul, j'ai surtout retenu d'un militant de sa trempe, jusqu'au bout fidèle à notre combat, une leçon exemplaire, qui rend définitivement dérisoires les querelles fractionnelles : l'abnégation, la patience et l'humilité sont les principales qualités d'un révolutionnaire.

Gilbert Guilhem

Alain Krivine était l'un des rares visages connus en Allemagne de la Ligue communiste révolutionnaire de France et des organisations qui lui ont succédé, qui constituaient à l'époque de sa vie politique active la plus grande section de la IV^e Internationale en Europe. Il était en même temps l'un des camarades de cette section dont le regard internationaliste n'était pas seulement tourné vers l'Italie ou l'Espagne et le Portugal ainsi que l'Amérique latine, mais aussi vers l'Est : l'une de ses photos les plus connues dans notre pays le montre aux côtés de Rudi Dutschke lors de la manifestation contre la guerre du Vietnam le samedi de Pâques 1968, avec derrière lui une immense bannière de la Jeunesse communiste révolutionnaire. Il a pris une part active à la résistance des ouvriers et des étudiants contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, ayant connu le porte-parole de son opposition de gauche, orientée vers la démocratie des conseils, Petr Uhl, huit ans auparavant. Il ne parlait pas un mot d'allemand, mais il avait une grande compréhension des mobilisations et des bouleversements qui se produisaient en Allemagne, comme des difficultés de la politique révolutionnaire. Bien que de 20 ans plus jeune qu'Ernest Mandel, il partageait avec lui l'idée que le prolétariat allemand avait un rôle clé à jouer dans la lutte pour le socialisme en Europe. Toute arrogance politique lui était étrangère.

En tant que l'un des porte-parole et incarnation vivante du Mai 68 français, avec ses barricades au Quartier Latin et ses 10 millions de grévistes, il était connu bien au-delà de nos rangs. Plus d'une fois, il a partagé avec nous les leçons de 68 lors de différentes manifestations, notamment lors du congrès « La dernière bataille, nous la gagnerons ! », organisé par Die Linke, SDS et la Linksjugend [solid] en mai 2008 à Berlin.

Comme très peu d'autres, il était capable d'exprimer à l'improviste des contextes politiques compliqués en termes simples — un communicateur génial de l'actualité de la révolution dans un pays qui en était et en est encore très éloigné. Last but not least : malgré toute sa notoriété et son impact médiatique, il était un homme accessible, dépourvu de toute vanité et toujours prêt à aider. Il a été un soutien précieux pour la section allemande.

Angela Klein, Organisation socialiste internationale (ISO), Allemagne

Alain Krivine a toujours été fidèle à son idéal révolutionnaire.

Il a participé, sans jamais faiblir, à la longue construction d'une gauche radicale et révolutionnaire. Je voudrais rappeler le long compagnonnage qui nous a liés depuis les débuts de la création du Cedetim, dans les années 1960. Nous avions partagé, dans une camaraderie prolongée, nourrie par des débats constants, les mobilisations sur la guerre d'Algérie, pour le soutien à la lutte du peuple vietnamien, pendant Mai 1968, pour les luttes des travailleurs immigrés, contre l'impérialisme français. À plusieurs occasions, nous nous sommes retrouvés dans la construction de mouvements majeurs. Je voudrais en rappeler deux qui nous ont beaucoup marqués. En 1973, nous avons construit ensemble le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, qui a compté plus de 400 comités en France. Nous nous sommes aussi retrouvés dans la mobilisation « Dettes, colonies, apartheid ; ça suffait comme ci » le 14 juillet 1989, avec la manifestation des mouvements et des syndicats et le concert à la Bastille avec Renaud, Johnny Clegg, les Nègresses vertes. Cette mobilisation a été organisée avec un comité formé de Alain Krivine et la LCR, du Cedetim, de Renaud, Gilles Perrault, Monseigneur Gaillot et Catherine Sinet. C'était déjà l'affirmation du mouvement altermondialiste. Nous reviendrons sur l'hommage à rendre à Alain Krivine. Merci à notre ami et camarade Alain pour sa fidélité, son ouverture et sa constance internationaliste.

Gustave Massiah

Engagée dans la vie politique et surtout syndicale, depuis le début des années 1970, Alain Krivine fait partie de mon univers militant même si je n'ai pas participé au même courant politique que lui et s'il était d'une génération précédant la mienne... Porte-parole chaleureux et déterminé de la LCR, c'est surtout depuis une trentaine d'années que nous nous sommes beaucoup croisés et avons participé ensemble à de nombreux combats communs. Fin 1988, après notre éviction de la CFDT-PTT, le choix que nous avons fait de créer SUD-PTT n'était sans doute pas conforme à la doctrine officielle de la LCR en matière de travail syndical. Alain a eu l'intelligence politique de ne pas mettre de bâtons dans les roues des militantEs de la LCR qui s'impliqueront dans cette construction. Depuis cette époque, j'ai fait de nombreuses manifestations à ses côtés : lui représentant de la LCR, moi pour SUD-PTT puis pour Solidaires... En vrac, me reviennent en mémoire : le mouvement social de 1995, l'église Saint-Bernard et les luttes de sans-papiers, les marches contre le chômage, les soutiens à des luttes salariées locales, la lutte contre le TCE, le CPE, le mouvement altermondialiste et les forums sociaux, le soutien à des militantEs du monde entier victimes de répression dans leur pays, ou l'appui au FLNKS et à la Kanaky... Mais aussi des coups de fil pour signer ensemble des textes unitaires, divers et variés. Il commençait invariablement son appel par « Bonjour, Madame Sud »... Côte à côte dans de nombreuses manifestations, il me faisait souvent rire avec des remarques aigres-douces sur tel ou tel, ou de l'humour approximatif... Militant historique du trotskisme, il n'a jamais développé le sectarisme d'autres mouvements de ce courant. Il a toujours été curieux et ouvert : ce qui semblait compter à ses yeux, c'est la capacité de rassembler dans la lutte, de mise en mouvement, du passage à l'action. Il y a quelques années, en 2016, nous nous sommes retrouvés deux fois à quelques jours d'intervalle au Père-Lachaise pour l'enterrement de deux militantEs. Il m'a salué en me disant : « La prochaine fois, ce sera pour moi »... Six ans après, Alain Krivine nous quitte. Il avait la solidarité, la révolution et l'internationalisme chevillés au corps et au cœur : dans cette période troublée au plan national comme international, ce sont des valeurs et des combats que nous avons la responsabilité de poursuivre ! Sa voix un peu rauque ne m'appellera plus Madame Sud... elle me manquera. Un grand salut à ses proches, ses camarades d'ici et du monde entier !

Annick Coupé, ancienne porte-parole de Solidaires



Avec le décès d'Alain Krivine, le 12 mars, à 80 ans, s'en va la dernière figure militante de Mai 68 restée fidèle à ses révoltes de jeunesse, mêlant anti-impérialisme, anti-stalinisme et anti-capitalisme. Sa personnalité ajoutait à cette fidélité une évidente intégrité, à rebours des ambitions de pouvoir et des sectarismes de parti. « Ça te passera avec l'âge » : quand, en 2006, Alain Krivine accepta de raconter non pas sa vie mais une « aventure collective » à l'emblème du « possible d'une révolution démocratique », il choisit cette phrase pour titre de son récit. [...]

Ça ? Cette idée toute simple que l'émancipation, la quête de liberté, l'espérance d'égalité, l'exigence de justice, sont d'abord un refus, une négation de l'ordre existant, un sursaut contre ses misères, ses mensonges, ses dominations. Ce qu'on appelle d'ordinaire la gauche naît de ce mouvement infini, toujours renouvelé et inachevé, face aux conservatismes de tous ordres, sans cesse renaissances. [...] Si Alain Krivine fait figure à part dans le monde politique, c'est parce que sa fidélité jamais démentie à sa révolte initiale s'est accompagnée d'un rejet des ambitions et compromissions, carrières et places, où l'idéal s'égare et se corrompt. Le moment de sa mort rappelle combien ces radeurs, chez lui dénuées de sectarisme, peuvent sauver des lucidités. [...] Dans la radicalité indissolublement démocratique, sociale et internationaliste qui l'animait, Alain Krivine campait résolument du côté du mouvement de la société plutôt que de la politique institutionnelle. Les tenants de cette dernière lui opposeront la nécessaire prise de responsabilités face à l'impuissance de son activisme. Au vu de l'état des gauches aujourd'hui, de leurs faiblesses, de leur divisions et de leurs déchirures, il aurait beau jeu de leur opposer combien les luttes concrètes sont le terreau des renaissances, au plus près des premières et des premiers concernés.

Extraits de l'hommage d'Edwy Plenel paru sur Mediapart

Une des principales caractéristiques de la longue et digne vie d'Alain Krivine a été sa fidélité aux convictions, incroyablement ferme et exceptionnellement rare à notre époque. Il y a vingt ans, lorsque j'ai rencontré Alain pour la première fois à Moscou, il était déjà une légende vivante. Pour moi et mes amis, jeunes militants de gauche, le rencontrer était une véritable rencontre avec l'histoire. Ce que nous n'avions lu que dans les livres auparavant – 1968 français, le mouvement de libération en Algérie, les mobilisations contre la guerre au Vietnam – est devenu pour nous de la chair et du sang, marquant une continuité politique dont nous pouvions être fiers. Cette rencontre avec Alain aboutit plus tard à la création du groupe russe de la IV^e Internationale. Au cours des années qui ont suivi, Alain est resté en contact permanent avec nous, se rendant à de nombreuses reprises en Russie pour soutenir les campagnes de solidarité et les grèves des travailleurs. Il a visité de nombreuses régions de notre pays, et a très bien compris les conditions des gens ordinaires et les risques de la lutte politique. Et il est resté un optimiste historique, tout en conservant un « pessimisme de l'esprit ». Alain nous a raconté que sa propre formation de marxiste anti-stalinien a également commencé à Moscou, lorsqu'en 1957, alors membre de la Jeunesse communiste française, il a participé au festival de la jeunesse et des étudiants. Alors, ses yeux vifs ont rapidement saisi le fossé entre le tableau rose de la réalité soviétique que les maîtres du festival tentaient de peindre et la réalité de la pauvreté et de l'absence de droits élémentaires de la classe ouvrière en Union soviétique. Après son retour d'URSS, il rompt rapidement avec le Parti communiste français et rejoint le mouvement trotskyste. Cette honnêteté envers soi-même, ce refus de choisir entre les « camps » en compromettant ses principes politiques, reste pleinement d'actualité. La mort d'Alain est survenue pendant les jours tragiques de l'invasion impérialiste criminelle de l'Ukraine par les troupes russes. C'est une période d'épreuve pour tous ceux qui sont prêts à embrasser la bannière qu'Alain Krivine a portée pendant plus d'un demi-siècle.

Ilya Budraitskis, militant russe de la IV^e Internationale

Je rencontre Alain au Lycée Voltaire, à Paris, pour la première fois, fin 1969. Invité par la jeune cellule lycéenne de la Ligue à Voltaire, il vient animer une réunion publique.

Pour nous, jeunes lycéens, c'est un des candidats de la présidentielle de 1969 qui nous rend visite mais c'est surtout un des leaders historiques de Mai 68 qui vient à notre rencontre.

Impressionné par ce qu'il incarne, ce qui me marque avant tout, c'est sa sympathie, sa simplicité, son accès facile, son écoute aux questions posées par les jeunes présents dans cette salle.

Déjà, Alain réussit à combiner une vie de militant de la vie quotidienne tout en incarnant une histoire, un combat, et une continuité politique.

Je militerai à ses côtés durant plus d'une quarantaine d'années.

Le soutien qu'il apporte aux opprimés est constant, quel que soit le continent dans lequel se déroulent les luttes, qu'il s'agisse de l'Algérie en 1956, des révolutions anti-coloniales, des révoltes à Prague ou à l'Est contre les régimes bureaucratiques, de Mai 68 ou encore du Nicaragua.

Son engagement « trotsko-guérilliste » fusionne la solidarité avec le combat du Che, la révolution cubaine et l'adhésion aux idées de l'opposition de gauche au stalinisme et de la IV^e Internationale.

Le duo que forment Alain et Daniel Bensaïd tient toute leur vie durant, œuvrant ensemble à la direction de la Ligue : ils tentent sans relâche de renouer avec les hypothèses stratégiques révolutionnaires du siècle. Dans ce duo, Daniel incarnait la Ligue par les idées, et Alain c'était la Ligue par l'organisation. Pour y parvenir, une ligne de crête : se démarquer du réformisme tout en recherchant l'intégration des révolutionnaires dans le mouvement réel des masses. Alain est unitaire : il ne ménage pas son énergie et se montre toujours disponible pour soutenir les luttes ou mouvements de masse. On se souvient encore de sa participation à l'occupation de l'église Saint-Bernard en solidarité avec les sans-papiers, de ses multiples soutiens aux luttes ouvrières, ou aux mouvements sociaux. Avec pour fil rouge l'unité d'action et la défense d'un programme anticapitaliste. Alain a l'obsession du dialogue avec les militants de gauche, en particulier, les communistes, et au-delà, avec les syndicalistes, les animateurs des mouvements sociaux. Il met son talent au service d'une démarche permanente : vulgariser notre politique en trouvant les mots, les formules qui font mouche. Et pour cela, il s'efforce par-dessus tout de garder le lien : n'oublions pas que presque jusqu'à la fin de ses jours, il affectionne tout particulièrement d'aller vendre la presse de l'organisation à la sortie du marché de Saint-Denis. Resté un lecteur fidèle de *l'Humanité*, Saint-Denis reste sa ville de cœur. La famille communiste reste très présente dans la réflexion politique d'Alain.

Enfin, Alain est un homme de « parti », au sens historique mais aussi au quotidien sur le terrain, loin de l'image du sectaire qui « cultive la silhouette particulière de son organisation ». Rappelons aussi combien il aimait se mettre au service des autres : qu'il s'agisse de diffuser les tracts, de ranger le local ou de servir de chauffeur aux uns et aux autres pour l'organisation. Il considère l'organisation comme un instrument, un moyen efficace pour défendre les idées révolutionnaires. Après les défaites du 20^e siècle et le changement d'époque que nous vivons, se fait sentir la nécessité d'une réorganisation du mouvement historique d'émancipation. Alain le ressent vivement dans sa chair.

Pour conclure, Alain, c'est plus d'une soixantaine d'années de combats politiques, mais

c'est surtout un sens de l'initiative, un sens politique rare.

Souvent ceux qui le connaissent disent d'Alain qu'il « a du pif », qu'il sent les situations, les rapports de forces. Mais il aura surtout eu l'intelligence de mettre en perspective l'actualité immédiate avec de nouveaux horizons historiques. Cette qualité lui aura permis de résister aux sirènes du pouvoir auxquels tant d'autres de sa génération ont succombé. Alain incarne la noblesse de la politique et force notre respect ! Enfin, un dernier mot pour dire à quel point la présence et le soutien de Michèle tout au long de sa vie auront été précieux et nécessaires pour Alain.

François Sabado

Je me souviens du premier meeting où je suis venu écouter Alain. Je devais avoir 15 ans et ma vie a basculé. La sincérité de son discours, son ardeur et sa conclusion sur « la révolution qui remet à l'endroit un système qui tourne à l'envers » m'avaient définitivement conquis. Je voulais être de ce combat. Il était fringant, refusait de se prendre au sérieux tout en défendant des idées qui pourtant l'étaient à plus d'un titre. Ses intonations ne relevaient que de ses convictions et cela se ressentait au premier abord. L'opposé du politicien carriériste. Et déjà, à l'époque, cette authenticité constituait une véritable bouffée d'oxygène. Plus tard, durant toutes les années de notre militantisme en commun, j'ai pu apprécier sa simplicité et son engagement sans compter. « Qu'il y ait 10 personnes dans un meeting ou des milliers, il faut aller les chercher un par un » me répétait-il. Alain n'avait foi qu'en la vertu de l'activité militante dont il mesurait les sacrifices de chacun et de chacune – exceptés les siens. Comme beaucoup également, j'ai souvent eu l'occasion de savourer son goût pour la dérision – cette autodérision singulière qui le rendait tellement accessible –, ainsi que son sens de l'humour légendaire qui, sans conteste, était lui aussi accessible à tous.

Durant tout ce temps, notamment durant la décennie 1990, Alain nous a sauvé la mise plus d'une fois en nous permettant de maintenir la tête hors de l'eau grâce à sa popularité et la surface sociale de son intervention. Son carnet d'adresses a servi à de nombreuses reprises pour mettre sur pied ou amplifier des initiatives militantes, de la campagne pour l'annulation de la dette « Ça suffit comme ci ! » en 1989 à la mobilisation des sans-papiers dans l'église Saint-Bernard de 1996, sans oublier les réquisitions de logements vides avec le DAL au côté de son complice, le professeur Léon Schwartzberg. Je me rappelle aussi qu'Alain avait été un des premiers au Comité central de la Ligue à voir arriver la grève générale de 1995 contre le plan Juppé, essuyant quelques remarques amusées au passage. C'est pourtant lui qui avait vu juste.

En 1999, au Parlement européen où nous formions une petite équipe autour de Roseline Vachetta et Alain, j'ai en mémoire qu'il ne remarquait jamais la mauvaise conscience qui s'affichait distinctement dans les yeux de certains autres anciens leaders de Mai 68 lorsque nous les croisions dans les couloirs. Eux étaient confortablement émus depuis des années après avoir épousé une trajectoire politique bien différente de la sienne. Lui s'en moquait éperdument car il ne versait pas dans ce genre de jugement. Une qualité qu'il a essayé avec d'autres de m'inculquer tant bien que mal.

Il existe mille et un souvenirs partagés et je sais qu'Alain n'aurait pas non plus verser dans le registre de la nostalgie. Je voudrais juste souligner l'immense force qu'il m'a léguée durant les campagnes présidentielles, à tenter de me donner la confiance que je n'avais pas, et par tous les moyens nécessaires. Avant et après chaque meeting et chaque émission. Sans condescendance, sans paternalisme. Avec une fidélité à toute épreuve et une extraordinaire amitié.

Alain insistait toujours pour dire que la plus belle manière de célébrer la mémoire des disparus consiste à perpétuer leur combat. Aussi je veux garder le sens de son engagement en guise d'étendard. Un bel étendard dont je me sens fier grâce à lui. Floqué d'un internationalisme non négociable, qui était chez lui rétif à toute forme d'impérialisme ou d'union nationale. Drapé d'un antifascisme aussi viscéral que construit, celui-là même que l'Histoire réclame une fois encore de nous. Rouge d'un marxisme vivant, unitaire et non dogmatique. Auréolé de son obstination révolutionnaire à vouloir bâtir un monde meilleur.

Tu as bien raison Alain : « Il y a encore plus de raisons, aujourd'hui, d'être révolté et révolutionnaire qu'hier ». Seulement, sans toi, aujourd'hui ne sera plus jamais comme avant. Toutes mes pensées à Michèle, Florence, Nathalie et Hubert.

Olivier Besancenot

CINQ ANS DE POLITIQUES RACISTES ET ANTI-MIGRANTES : PLUS QU'UN BILAN, UN ACTE D'ACCUSATION

Sans surprise, Macron a œuvré pour renforcer les intérêts de sa classe en multipliant les attaques rapides et massives contre nos conquis « en même temps » qu'il offrait des milliards aux plus riches, censés permettre un ruissellement vers le bas totalement improbable. Pour doper « sa » lutte de classes, il a distillé à haute dose un poison redoutable dans toute la société : la division et la haine.

Un racisme d'État sans complexe

La loi « confortant le respect des principes de la république » du 24 août 2021, dite « loi contre le séparatisme », a été débattue longuement dans un climat haineux, islamophobe. Cette loi entend « apporter des réponses au repli communautaire et au développement de l'islamisme radical en renforçant le respect des principes républicains et en modifiant les lois sur les cultes ». C'est en soi une loi discriminatoire qui ne s'applique qu'aux seuls musulmanEs. Entre autres, elle renforce l'encadrement du culte musulman et autorise la fermeture temporaire des mosquées par les seuls préfets. Le principe de laïcité et de neutralité s'appliquant déjà aux salariéEs des services publics, est étendu aux salariéEs des entreprises de marchés publics, des entreprises qui ont un statut de service public (comme la RATP) et des sociétés de bailleurs sociaux. Ce qui exclut encore davantage l'accès au travail des femmes portant le voile.

Le racisme dans toute la société

Les musulmanEs ou supposés tels sont désignés comme menaçants pour la société, des sortes d'ennemis intérieurs, ce qui contribue à légitimer les menaces et les agressions contre des personnes et les attaques contre des mosquées. Pour les habitantEs et les jeunes des quartiers rien n'a changé. Les contrôles d'identité au faciès, le mépris néocolonial, le harcèlement, la menace ont continué avec la même fréquence. L'impunité des policiers est renforcée.



Déambulation contre le fascisme et l'extrême droite à Paris le 12 février. OPHÉLIE LOUBAT

L'explosion des condamnations pour des délits mineurs

La création de nouveaux délits ou le durcissement des sanctions a considérablement augmenté, mais essentiellement pour des infractions liées à la pauvreté ou à la contestation. Outrage à agent de la force publique, rébellion, stationnement en pied d'immeubles, installation de gens du voyage, squats de logements vides. Par exemple, la loi « sécurité globale » du 25 mai 2021, « préservant les libertés », crée une peine passible de cinq ans de prison pour une personne qui blesse un policier même s'il n'a ensuite aucune ITT. Mais c'est quoi une blessure sans ITT pour un policier ?! Au total, une augmentation des incarcérations de 15,7% en un an, essentiellement dans des maisons d'arrêt, toujours dans un état d'insalubrité et de surpopulation dénoncées par toutes instances de contrôle nationales et européennes. Parmi ces détenuEs : 30% en attente de jugement donc présumés innocents et autant qui

devraient bénéficier d'une hospitalisation. C'est une partie de notre classe qu'on embastille, 50% sont privéEs d'emploi et les personnes étrangères ou vivant à la rue ont, selon l'Observatoire international des prisons, huit fois plus de risques d'être condamnées à des peines de prison.

Les politiques anti-migrantEs

Darmanin, en novembre 2021, annonçait la présence sur le territoire de 600 000 à 700 000 migrantEs sans papiers et donc expulsables. Il se réjouissait « que la France expulse trois fois plus que les Anglais, deux fois plus que les Italiens et les Espagnols ». Le nombre de statuts de réfugiéEs accordés en 2020 a baissé de 34% et en 2019, de 38% (statistiques du ministère de l'intérieur). Non seulement les CRA (centres de rétention administrative) n'ont pas été fermés, mais deux nouveaux sont en construction. La politique d'accueil inconditionnel que nous défendons depuis des années va aujourd'hui s'appliquer aux réfugiéEs ukrainiens, nous nous battons pour que ce qui est politiquement et humainement juste pour elles et eux soit également mis en œuvre pour les réfugiéEs de tous les pays.

Une dangereuse politique

À force de faire dans l'hypercapitalisme, l'autoritarisme et le racisme, Macron a encouragé l'expression de toutes les fractions de l'extrême droite qui n'hésitent pas à diffuser leur haine, avec le cas emblématique du candidat Zemmour : « L'antiracisme est un indigénisme de haine contre la France » ; « Il faut protéger les Français et la civilisation » ; « Il n'y a pas d'autre solution que l'armée dans cet État où l'ordre ne règne plus ». Et les discours sur l'identité et la remise en cause du droit du



sol se diffusent facilement dans ce pays où les inégalités blessent profondément notre classe ! Tout un vocabulaire contre les personnes solidaires s'est épanoui sous le règne macronien : les « racistes », les « islamogauchistes », les « séparatistes »... Les néofascistes ont déjà remporté une victoire : la campagne de la présidentielle se fait sur leur terrain. Le quinquennat de Macron a joué un rôle d'accélérateur dans les discours et les politiques racistes. Mais le pire n'est jamais certain : luttons !

Roseline Vachetta



LE PEN OU ZEMMOUR?

VOUS VOULEZ QUE SE ME FASSE UN NOËL AU CERVEAU!?



#POUTOU2022

UNE CAMPAGNE ANTIRACISTE

Parce que nos luttes n'ont pas de frontières, et que nous refuserons toujours le moindre compromis avec les thèses nationalistes, chauvines et racistes, la campagne que nous menons autour de la candidature de Philippe Poutou est résolument anti-impérialiste, internationaliste et antiraciste.

Solidarité avec les migrantEs

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de refuser de considérer les migrations comme un « problème », et de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions de femmes et d'hommes, migrantEs et « autochtones ».

Se déplacer est une pratique inhérente à l'espèce humaine. Cela doit être un droit, indépendamment des motivations qui conduisent à migrer. Des millions de personnes sont forcées d'émigrer pour échapper à la misère, à la pauvreté, à la guerre, aux catastrophes environnementales, au manque de perspectives d'avenir. Nous revendiquons le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions. Mais aussi un accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans faire de distinction entre les migrantEs dits « économiques » et les réfugiéEs. Toutes les organisations de gauche devraient se battre pour l'octroi de pleins droits à touTEs les migrantEs, en accordant une attention particulière aux femmes, aux personnes LGBTI, aux musulmanEs et aux mineurEs, qui souffrent de multiples formes de discrimination et d'oppression.

La liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer l'hécatombe sur les chemins de l'exil. Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains veuillent en faire autant ? Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où il elle réside.

Contre le racisme d'État et l'islamophobie

Le traitement scandaleux des migrantEs en France est l'une des expressions du racisme d'État, structurel, que d'aucuns essaient encore de nier, malgré les contrôles au faciès, malgré les crimes policiers, malgré la loi « asile-immigration », malgré la loi « séparatisme ». À l'heure où certains voudraient que le débat politique, à l'occasion de la présidentielle, soit polarisé par les questions d'immigration et d'« ennemi intérieur », nous le redirons avec force : nous revendiquons une égalité complète entre FrançaisEs et étrangerEs, mais aussi entre touTEs, quelle que soit la confession religieuse... ou l'absence de confession religieuse. Le NPA se bat pour la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections, et plus globalement l'abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes qui institutionnalisent les inégalités.

Notre antiracisme est articulé à notre anticapitalisme, et si nous refusons de céder le moindre pouce de terrain aux imprécateurs racistes, nous dénonçons dans le même temps le véritable « séparatisme » : celui des riches. Ce sont en effet eux les vrais séparatistes, qui refusent de contribuer à la solidarité nationale en dissimulant leurs fortunes, par l'évasion et la fraude fiscales, qui se regroupent dans des quartiers réservés aux riches, qui mettent leurs enfants dans des écoles que personne ne peut se payer, organisant une reproduction sociale destinée à perpétuer leur domination.

«REPRISE ÉCONOMIQUE» Baisse du chômage : place aux emplois précaires

Depuis le début de l'année, le gouvernement ne cesse de se féliciter des créations d'emplois portées par la « reprise économique ». Et pourtant...

Les créations d'emplois ont atteint 697 400 en 2021 selon l'Insee : un record pour les vingt dernières années. Si bien que le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, promet désormais le « plein emploi ». Un objectif qui pourrait même figurer au programme du candidat Macron, avec, pour y parvenir, la promesse de nouvelles baisses d'impôts et de cotisations sociales, vieilles recettes qui n'ont jamais prouvé leur efficacité, sauf à augmenter les profits.



Emplois précaires et sous-payés

L'optimisme du gouvernement est en décalage complet avec la réalité du monde du travail. D'abord parce que, après les destructions d'emplois de 2020, le bilan est loin d'être un record : 380 100 emplois de plus qu'avant la crise sanitaire, c'est moins en rythme annuel qu'entre 2015 et 2019. Et c'est oublier les 5,4 millions de chômeurEs toujours inscrits à Pôle emploi. Qui plus est, nombre de secteurs n'en ont pas fini avec les suppressions de postes. L'industrie a perdu 34 000 emplois en deux ans, et les fermetures d'usines se poursuivent. Dans le secteur automobile, les réorganisations prévues au nom de la transition énergétique menacent plusieurs milliers d'emplois. Et ce ne sont pas les emplois précaires et sous-payés créés dans la restauration, la logistique, le nettoyage ou l'aide à domicile qui compenseront ces pertes. La lutte pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre touTEs reste à l'ordre du jour. Enfin, si le taux d'emploi est au plus haut depuis 1975, avec un chômage officiel en baisse, c'est pour laisser place à plus de précarité. Les nouveaux emplois sont surtout occupés par des jeunes, dont le taux d'emploi a bondi en 2021. Mais quels emplois ? Au prétexte de la crise sanitaire, le gouvernement a distribué de nouvelles aides pour l'embauche d'apprentis, dont le travail est devenu quasi gratuit pour le patronat. Si bien que 27 % des 15-24 ans en emploi en 2021 sont en stage ou en alternance, contre 17 % en 2019. Les autres sont très souvent en CDD, intérim ou « indépendants », le plus souvent ubérisés. En 2021, seuls 41 % des jeunes sont en emploi à durée indéterminée, contre 45 % en 2019. Mais c'est toutes classes d'âge confondues que les emplois à durée indéterminée stagnent, tandis que les emplois précaires progressent. L'intérim a connu un nouvel essor en 2021 et dépasse de 6,3 % son niveau d'avant crise...

Maurice Spitz

AUTOMOBILE #Poutou2022 : une vision à l'opposé de celle des patrons de la filière

Philippe Poutou était invité à intervenir lors de la « Journée de la filière automobile », le lundi 14 mars. Il n'a pas pu s'y rendre, mais voici le courrier que le NPA a adressé aux organisateurs de la journée.

Philippe Poutou est ouvrier, licencié de l'industrie automobile. Les représentants patronaux des constructeurs et équipementiers, qui veulent l'avis de candidats à la présidentielle, ne seront pas étonnés que nous n'ayons à leur faire aucune promesse de nouvelles subventions ou aides de l'État. En effet, ils ont déjà tant reçu, en même temps qu'ils ont tant licencié ! Pour commencer, rappelons que les voitures que nous utilisons sont et ont été produites dans les usines d'ici comme d'ailleurs (Roumanie, Tchèque, Maroc Turquie... pour Renault et PSA) par des travailleurEs de toute nationalité. Notre fierté est d'affirmer notre solidarité face aux poisons racistes portés dans cette campagne présidentielle.

La crise, mais quelle crise ?

75 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie automobile depuis 2008, près de 30 % des effectifs. Les patrons du secteur automobile parlent beaucoup de la « crise de l'industrie automobile » pour justifier les charrettes de licenciements. Mais de quelle crise parlent-ils ? Après avoir explosé dans les années 1950-1960 en Europe, dans les années 1990-2000 en Chine, le rythme des ventes s'est-il ralenti ? C'est de la crise de leur marché, intéressé par les seuls profits, qu'ils s'inquiètent en réalité. Ces derniers mois, tout un secteur a été détruit, celui des fonderies travaillant pour Renault et PSA (Fonderies de Bretagne, du Poitou, MBF dans le Jura, SAM dans le bassin de Decazeville où l'emploi était déjà sinistré). L'argument du « passage à l'électrique » ne tient pas pour ces usines aptes à produire des pièces en aluminium pour ces voitures nouvelle génération. C'est maintenant au tour de l'usine de moteurs de PSA-Stellantis installée à Douvrin, du centre technique Renault de Lardy. Ces restructurations faites à coups de licenciements (Ford qui a fermé l'usine où Philippe Poutou



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

travaillait, PSA et Fiat-Chrysler qui profitent de leur fusion pour fermer des usines...), c'est le grand jeu de Monopoly des profits. Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde : 13,4 milliards de bénéfices en 2021 pour Stellantis, bien plus que les bénéfices cumulés des deux groupes d'avant, PSA et FIAT.

Des modernisations, des reconversions industrielles pour les profits ou pour les besoins ?

L'industrie automobile se moderniserait, aurait besoin de se restructurer. Mais en fonction de quoi ? Pourquoi tous les progrès techniques, augmentation de productivité, développement d'un nouveau type de voitures, se traduisent-ils par des reculs sociaux ? Alors qu'ils devraient permettre de produire mieux en travaillant moins : nous revendiquons le partage du temps

de travail entre tous et toutes sans perte de salaire, car aujourd'hui on produit en 30 heures plus de richesse qu'on n'en produisait en 40 heures il y a 25 ou 30 ans. La voiture électrique n'est pas « LA » solution « écologique » au déplacement individuel si on tient compte de l'extraction des matériaux (lithium, cobalt) pour la fabrication des batteries, la gestion des déchets et la production d'électricité par des centrales nucléaires en France, au charbon en Allemagne. Sans oublier les conditions de travail scandaleuses dans les mines d'extraction des minerais nécessaires. Hier on faisait du tout-thermique et en France surtout du tout-diesel (en fonction des taxes sur les carburants) avant que n'éclate le « dieselgate ». On ne ferait plus aujourd'hui que du tout-électrique, dans la concurrence entre producteurs mondiaux pour

s'arracher ce nouveau marché, arrosé de subventions étatiques : celles-ci financent les achats de voitures électriques vendues plus de 30 000 euros. Une solution réservée aux plus riches !

Des transports au service de la société

Il y a des besoins de mobilité à satisfaire pour toutes et tous. D'ailleurs le nombre de voitures en circulation continue d'augmenter : le parc automobile mondial est passé de 33,6 millions de voitures en 2010 à 36,3 millions en 2020. Les voitures en circulation sont de plus en plus anciennes donc plus polluantes : il faudrait donner à la population les moyens de renouveler ou de changer de mode de transport. On en revient au problème des salaires, et à celui de la surexploitation et des bas revenus dans les pays pauvres. Au-delà de la voiture individuelle, il y a le développement nécessaire des transports collectifs. Trop souvent on ne choisit de se déplacer en voiture que faute de transports en commun. Là aussi, c'est la même loi du profit qui domine : insuffisance des services publics, mainmise des entreprises privées au détriment des usagerEs et de celles et ceux qui y travaillent. Notre « vision » en matière d'industrie automobile, c'est celle du monde du travail :

L'équipe de campagne de Philippe Poutou

CORSE Une détermination populaire intacte et amplifiée

12 000 personnes ont manifesté à Bastia ce dimanche pour réaffirmer les revendications exprimées sur les prisonniers politiques et pour une solution politique. Par ailleurs, les images sur les réseaux sociaux de jeunes lycéenEs mutilés lors des très nombreux affrontements de la semaine passée avaient chauffé la population à blanc.

Plusieurs centaines de jeunes ont affronté très violemment les forces de répression (67 blessés, dont 44 chez les CRS et gardes mobiles). La révolte populaire a tourné à l'émeute dimanche soir. Contrairement à ce que certains médias affirment, il faut bien comprendre que touTEs les manifestantEs soutenaient les jeunes, en applaudissant à chaque action de guérilla urbaine. On a même vu la foule contre-charger les CRS devant la Poste.

La situation est donc clairement pré-insurrectionnelle.

Une génération qui se conscientise

Le gouvernement Macron semble désormais avoir pris la mesure de la situation en Corse, même le commandant de la gendarmerie s'est dit très inquiet de la situation.

Le ministre de l'Intérieur arrivait en Corse ce mercredi pour ouvrir un cycle de négociations qualifiées de « sans précédent »

qui porteront sur toutes les revendications exprimées. Il serait très mal inspiré de jouer la montre et faire de fausses promesses pré-électorales. Toute une génération s'est conscientisée en Corse et attend désormais des gestes concrets, de réelles avancées démocratiques et politiques. Dans le cas contraire, l'histoire risque de s'accélérer, car le vent de la révolte populaire ne faiblira pas, quel que soit le résultat des élections à venir.

Pour A Manca, Desideriu Ramelet-Stuart



Monsieur Macron avait promis, et avant lui Sarkozy, que personne ne devrait plus dormir à la rue. Le président Macron ne pourra pas, au moment du bilan, faire autrement que d'avouer son échec.

L'état des lieux

Selon la Fondation Abbé-Pierre (FAP), le nombre de personnes sans domicile a doublé depuis 2012. MigrantEs, sans-papiers, demandeurEs d'asile, mais aussi toutes et tous les autres ! La FAP a comptabilisé, « en reprenant les catégories identifiées par l'Insee, [...] 185 000 personnes vivant en centres d'hébergement, 100 000 dans des lieux d'accueil pour demandeurs d'asile, 16 000 dans les bidonvilles et 27 000 personnes sans abri (recensement 2016). » Au total, 300 000 personnes ! Si ce sont souvent des hommes seuls, avec une forte proportion d'étrangers, la part des femmes et des familles ne cesse d'augmenter. Selon le collectif « Les morts de la rue », leur espérance de vie est de 48 ans. Le même collectif chiffre à 587 les personnes décédées « sans chez soi » en 2020.

Un toit c'est un droit !

L'hébergement d'urgence peut aider à ne pas mourir dans la rue, mais ça ne suffit pas à vivre décemment ! Il faudrait commencer par reloger les gens à la rue. Pourquoi attendre qu'ils aient réglé le problème qui les a amenés dans cette très grande précarité, alors que la sécurité d'un chez-soi peut leur permettre de rebondir ? C'est pour cela que

LOGEMENT Zéro personne à la rue, quoi qu'il en coûte !

Fin mars, c'est la fin de la trêve hivernale. Ce texte est donc le premier d'une série de trois articles consacrés au logement.



DR

la FAP demande plus de moyens et d'ambitions pour une vraie politique du « Logement d'abord », et notamment la construction a minima de 150 000 logements sociaux par an, pour sortir ces centaines de milliers de personnes de la rue et de l'hébergement d'urgence.

L'exemple finlandais'

En Finlande, le nombre de sans-abri a été divisé par trois en douze ans. Pour y arriver, le pays a

construit un toit aux sans-abri : au lieu de les laisser dehors ou de leur fournir un hébergement pour la nuit, l'État a bâti et rénové plus de 30 000 logements depuis 2008. Certes, la Finlande est un pays peu peuplé (5,5 millions d'habitants en 2020). La France, c'est 12 fois plus... Traduits en France, les 30 000 logements (sur 12 ans) donneraient 360 000 !

Pour la Finlande, pour aider les sans-abri à se retrouver une place dans la société, il faut avant tout

leur proposer un vrai logement. L'appartement est la base, ce qui donne l'impulsion, et ensuite, il y a un accompagnement par des travailleurEs sociaux.

Qu'est-ce qu'on attend ?

L'argent ? Parlons-en ! Cette politique a été chiffrée, en Finlande, à 30 millions d'euros par an. Rapporté à la France, cela ferait 360 millions d'euros. À comparer avec la fraude fiscale, qui chaque année selon Solidaires Finances Publiques atteindrait entre 80 et 100 milliards d'euros. De plus, ce que montre l'exemple finlandais, c'est que cette formule a permis au pays de réduire de façon notable ses dépenses médico-sociales, estimées à 15 000 euros par an par personne !

Il s'agit donc bel et bien d'abord d'un choix politique, et nous savons bien que l'on ne peut pas compter sur Macron pour le faire, non plus que sur les autres postulants au trône démocratique de la 5^e république. Soyons convaincuEs que seule la lutte résolue de « celles et ceux d'en bas » permettra, un jour, d'imposer une mesure aussi élémentaire !

Claude Moro

1 - « Sans-abri : le « miracle finlandais », francetvinfo.fr, 20 janvier 2022.

SCANDALE DES EHPAD PRIVÉS Un sparadrap sur une plaie béante

Les révélations de l'émission « Cash investigation » sur les EHPAD des groupes privés Korian et DomusVi ont succédé à celles du livre « les Fossoyeurs » sur le groupe ORPEA. Elles montrent que, partout, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

La course aux profits pour les actionnaires est l'objectif privilégié, « quoi qu'il en coûte » pour la vie et la santé des résidentEs et pour les conditions de travail des personnelEs : restrictions sur la nourriture, les protections d'hygiène, insuffisance et manque de formation des personnelEs, mais aussi montages financiers pour échapper à l'impôt tout en empochant le maximum d'argent public.

Indignation... en paroles

Face à ces scandales qu'elle fait semblant de découvrir, la Macronie reste égale à elle-même : un peu d'indignation en paroles, pour couvrir l'absence de toute mesure sérieuse, contre un système qu'elle n'a nulle envie d'attaquer. Brigitte Bourguignon, ministre déléguée à l'Autonomie, a dénoncé, avec des trémolos, les « pompes à fric », mais s'est contentée d'annoncer quelques mesures a minima qui n'inquiéteront guère les exploiters de « l'or gris ».

Les 7 500 EHPAD (publics et privés) seraient contrôlés dans les deux ans à venir, alors qu'actuellement 10% le seraient chaque année. Dans ce but, une centaine de recrutements auraient lieu dans les ARS. Encore faudrait-il que ces inspections ne soient pas annoncées à l'avance, comme c'est le plus souvent le cas pour permettre aux directions de s'y préparer. Des contrôles sur la gestion financière sont aussi prévus, mais les possibilités d'investigation restent floues. De toute façon, la mise en place de ces dispositifs suppose une loi votée... lors du prochain quinquennat. D'autres mesures relèvent plutôt du gadget : « enquête de satisfaction », renforcement des conseils de la vie sociale, publication d'indicateurs...

« L'État se défause une nouvelle fois »

Tout au plus certains abus pourront être dénoncés, mais rien ne remet en cause un système qui permet à des entreprises privées de faire des profits exorbitants sur le dos des résidentEs, de leurs familles et en surexploitant le personnel, tout en en siphonnant l'argent public. Il n'y a surtout rien dans ce plan qui permette aux EHPAD (publics ou privés) de disposer des moyens permettant d'éviter la maltraitance institutionnelle.

Sans rire, la ministre prétend former les personnels à la « bien-traitance ». mais de quelle « bien-traitance » peut-il être question, quand faute de personnel, une aide-soignante dispose de cinq minutes pour faire une toilette ?

Le président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) résume assez bien la situation : « L'État se défause une nouvelle fois : il va contrôler un système à qui il ne donne, lui-même, pas les moyens de fonctionner. Tout le monde sait qu'on ne s'occupe pas bien des personnes âgées, faute de moyens. Quand une voiture ne fonctionne pas, il ne faut pas la contrôler, mais la réparer ! »

Rien dans les annonces gouvernementales ne va dans le sens de ce qui doit rester l'objectif de nos luttes et de notre combat politique : un service public de la perte d'autonomie, financé à hauteur des besoins par la sécurité sociale.

Jean-Claude Delavigne



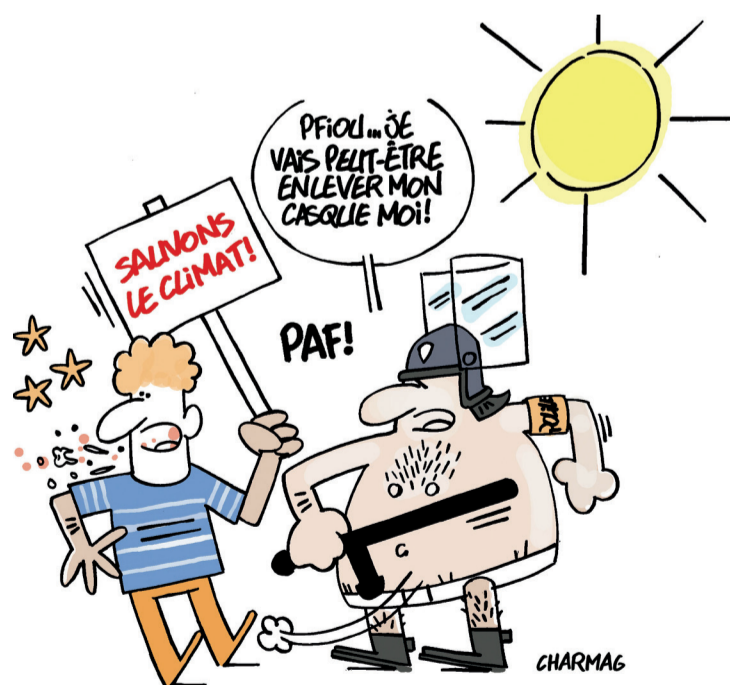
ÉCOLOGIE Look up! C'est là-haut que sont les responsables de la crise climatique!

Samedi 12 mars, plusieurs dizaines de milliers de personnes, principalement des jeunes, ont manifesté pour le climat, dans des manifestations intitulées « Look up! », une référence au film « Don't Look Up! » qui met en scène le déni des gouvernements et des entreprises face à la catastrophe imminente.

Si cette journée était vue par beaucoup de jeunes comme un échauffement avant des manifs climat qu'on espère plus importantes le 25 mars, elles ont tout de même été l'occasion de dénoncer l'inaction des dirigeants face à la crise climatique. Et l'absence de celle-ci dans la campagne présidentielle. Un black-out médiatique qui ne date pas de la guerre en Ukraine... et qui en dit long sur la manière dont Macron et ses acolytes comptent (ne pas) surmonter la catastrophe écologique.

Un capitalisme plus écologique ?

Pourtant, le deuxième volet du dernier rapport du GIEC sur les conséquences du réchauffement climatique pour l'humanité sorti au début du mois est alarmant. Ce rapport avertit sur les conséquences irréversibles du réchauffement climatique, et démontre que les inégalités sociales sont liées à la crise environnementale. Car ce sont les riches et surtout la course au profit des capitalistes qui épuisent les ressources et polluent la planète. Mais les pauvres sont les premiers à payer le prix des bouleversements environnementaux : des inondations, des épisodes de sécheresse, des



canicules et des aléas météorologiques qu'on voit déjà se multiplier.

Il est toujours plus urgent de mettre à fin à ce système qui mène l'humanité et la planète à leur perte. C'est pourquoi il faut encourager et participer à ces manifestations. Manif après manif, ces jeunes qui sont révoltés par l'avenir promis à la planète et

à l'humanité sont toujours plus nombreux à cibler le système capitaliste comme responsable de la crise environnementale. Il est essentiel de le dire haut et fort : il n'y aura pas de solution à la crise écologique dans le cadre du capitalisme. Certains prétendent l'inverse et se manifestent en période électorale pour promettre la transition vers un capitalisme

plus « vert » à condition de bien voter. Un capitalisme plus écologique ? Ce n'est pas une solution de court terme mais une illusion, qui dissimule et recule le seul véritable programme écologique : enlever le pouvoir des mains des capitalistes.

Il ne faudra compter que sur la lutte

Car ce n'est pas avec des bulletins de vote qu'on mettra fin à la destruction du vivant. C'est en imposant aux grands capitalistes le contrôle des travailleurEs et de la société sur la production. Et il n'y a que par la lutte qu'on renversera le pouvoir des actionnaires et des États qui les servent. C'est ce que rappelle notre candidat, Philippe Poutou : qu'il est urgent d'en finir avec ce système capitaliste qui détruit la planète. Et qu'il ne faudra compter que sur la lutte.

Nos vies ou leurs profits ? Les mobilisations des jeunes pour le climat ont le mérite de mettre en avant cette question sur le devant de la scène, plutôt que les discours nauséabonds sur l'immigration ou la souveraineté. Soyons donc nombreux dans la rue le 25 mars pour faire entendre notre colère face à cette classe capitaliste qui dirige l'humanité droit dans le mur !

Barnabé Avelin



Agenda

Vendredi 18 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nancy.
À 19 h, salle Raugraff.

Vendredi 18 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Gérardmer. À 20 h 30, mairie de Gérardmer.

Samedi 19 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Ivry-sur-Seine. À 18 h, salle Voltaire, place Voltaire, M° Mairie-d'Ivry.

Mardi 22 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Alençon.
À 20 h 30, salle Beaudelaire, rue Porchaine.

Jeudi 24 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Marseille. À 19 h, salon Magallon, Marseille 15°, 4, bd Magallon, métro Bougainville.

Jeudi 24 mars, réunion publique du NPA avec Damien Scali – porte-parole de Philippe Poutou – et Selma – porte-parole du NPA jeunes, Melun.
À 19 h, 26, place Saint-Jean à Melun.

Samedi 26 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Clermont-Ferrand. À 16 h, salle Leclanché, rue Champratel.

Mercredi 30 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes.
À 19 h 30, Maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne, M° Villejean-Université.

Jeudi 31 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20 h, salle Festive Nantes-Nord, 73, avenue du Bout-des-Landes, TRAM (ligne 2) – arrêt René-Cassin.

Samedi 2 avril, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Paris. À 15 h, au Cirque d'Hiver, 110, rue Amelot dans le 11°, métro Filles-du-Calvaire.

#Poutou2022

Une semaine de campagne en quelques images...



Philippe Poutou en meeting devant 600 personnes à Montpellier le 11 mars. NPA



Philippe Poutou en visite au campement du DAL, place de la Bastille, le 13 mars. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB



Philippe Poutou sur le marché de Sète le 11 mars. NPA



Philippe Poutou au «Débat du siècle» le 13 mars. DR



Philippe Poutou en meeting à Besançon devant 600 personnes le 9 mars. DR

NPA

L'URGENCE ANTICAPITALISTE

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

VOTEZ PHILIPPE POUTOU
OUVRIER LICENCIÉ, CANDIDAT ANTICAPITALISTE



Rencontre avec des associations antiracistes à Béziers le 10 mars. NPA



Interview sur France Bleu Hérault le 11 mars. NPA

Essai

Après avoir travaillé sur le 17 Octobre 1961, la justice dans la guerre d'indépendance algérienne et l'internement dans l'Algérie coloniale, l'historienne Sylvie Thénault s'attaque dans son dernier ouvrage à un événement peu connu de la guerre d'indépendance. Le 29 décembre 1956, l'enterrement d'une des figures de l'Algérie française exécutée la veille par des nationalistes algériens donne lieu à un déferlement de violences prenant la forme de ratonnades. Cet épisode sert de porte d'entrée pour proposer une « histoire de racisme colonial ».

L'histoire derrière la scène de crime

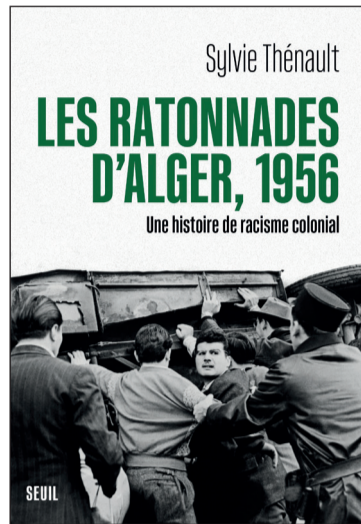
L'ouvrage, construit comme un polar, s'ouvre sur la scène de crime. Le cadavre est celui d'Amédée Froger, président de la Fédération des maires d'Algérie aujourd'hui tombé dans l'oubli mais qui fut à l'époque l'un des principaux leaders politiques de l'Algérie française. À travers ce personnage, l'historienne présente en quelques pages le nœud gordien de la colonisation. Amédée Froger est propriétaire terrien à Boufarik, commune dont il est le maire pendant plusieurs décennies et véritable devancier de l'agriculture européenne prospère à quelques kilomètres d'Alger. Ayant travaillé également pour la compagnie minière des phosphates de Constantine, le maire de Boufarik représente l'archétype de colons possédants prêts à tout pour défendre le statut de l'Algérie. L'historienne décrit les manifestations pro-Algérie française à l'aide d'une multitude de sources qui plongent le lecteur au milieu de

Les ratonnades d'Alger, 1956, de Sylvie Thénault

Seuil, 336 pages, 23 euros.

la foule européenne d'Algérie, à la place des caméramans qui filment les événements ou des journalistes qui se dépêchent de rendre compte des scènes marquantes. Certains passages glaçant le sang et donnent une idée d'un racisme colonial qui ne se pose pas de questions. Parmi les slogans qui fusent, outre les menaces de mort aux politiciens jugés trop frileux dans la défense de l'Algérie française, on entend « Pour un Français, dix Arabes », slogan immédiatement mis en application par les ratonnades qui ponctuent le cortège. À l'époque, près d'un million d'Européens résident dans les départements d'Algérie présentant à peu près toutes les strates de la hiérarchie sociale qu'on trouve en France. Les militants de l'Algérie française, qui couvrent presque tout le spectre politique de la gauche à l'extrême droite, ont réussi à capter les frustrations des différentes couches sociales de la population européenne en la rangeant derrière les mots d'ordre de défense de la colonie.

Sylvie Thénault s'intéresse ensuite à l'assassin présumé, Badèche ben Hamdi. Originaire de Bou Saada à 240 kilomètres au sud-est d'Alger, Badèche ben Hamdi naît dans une famille paysanne et émigre à Alger un peu avant le début de la guerre d'indépendance. Comme bien d'autres migrants



de l'intérieur, il atterrit dans un bidonville, enchaîne les petits boulots précaires notamment celui de docker et rejoint le Mouvement national algérien (MNA proche de Messali Hadj) ¹.

La plaidoirie pour une exécution de Maître Blanquer

Le 10 avril 1957, son procès s'ouvre au tribunal permanent des forces armées (TPFA) d'Alger. Badèche est défendu par deux avocats célèbres, Yves Dechézelles et Gisèle Halimi. En face, le commissaire du gouvernement est le capitaine Roland Blanquer (père de l'actuel ministre). Il plaide la peine de mort

comme il le fera à de nombreuses reprises durant la guerre au cours de laquelle il défendit également les militants de l'Organisation armée secrète (OAS). Le capitaine Blanquer répond au mot d'ordre des manifestants pro-Algérie française qui réclament à chaque mobilisation « l'exécution des traîtres ». Pour lui, « Le nom de Froger est un symbole. Symbole de la foi dans les destinées de ce pays. Symbole de la lutte contre toute forme d'abandon de la tâche entreprise dans ce pays. Désormais, son nom et son souvenir sont attachés à l'œuvre de la France en Algérie ». Si le père n'est pas le fils, le second a de qui tenir dans ses envolées anti-wokistes... On comprend dès lors les réticences qui s'expriment au gouvernement devant la panthéonisation de Gisèle Halimi quand bien même ces politiques de reconnaissance mémorielle présentent de sérieuses limites...

C'est un des intérêts du livre que de montrer en creux comment la guerre d'indépendance algérienne continue à alimenter un mythe auquel les nationalistes de tout poil puisent perpétuellement.

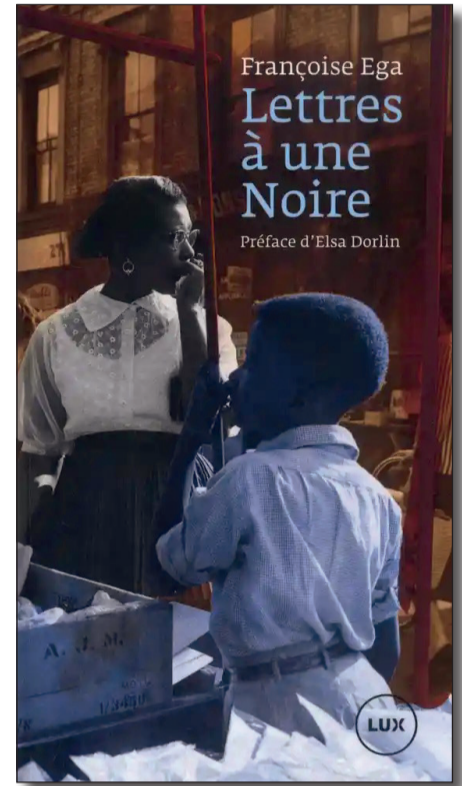
Samuel Terraz

¹ – Lorsqu'à la fin de la guerre, le FLN s'appropriera l'héritage et le mérite de l'indépendance, cette appartenance militante fut de fait masquée et Badèche Ben Hamdi décrit comme un héros du FLN.

Récit

Lettres à une Noire, de Françoise Ega

Préface d'Elsa Dorlin. Édition Lux, 296 pages, 18 euros.



Françoise Ega, Martiniquaise, vivait à Marseille depuis les années 1950. Elle a un diplôme de dactylo en poche mais elle va se rendre compte que dans la France des années 1960, être Noire n'ouvre les portes que des demeures bourgeoises ou petites bourgeoises pour n'être que la « bonne noire » très recherchée pour son endurance et sa performance.

Un journal de résistance

Elle est révoltée et piquée de curiosité par les récits des Martiniquaises qu'elle rencontre qui endurent de longues journées de labeur en travaillant chez des blancs riches. Par ailleurs, elle découvre dans *Paris Match* le journal d'une femme noire brésilienne, Carolina, qui raconte sa propre vie d'esclave contemporaine dans une favela. Militante, Françoise décide alors de tenir un journal pour témoigner de ce que vivent ses compatriotes, en s'adressant à Carolina. Elle « veut en avoir le cœur net » et fait le choix de se faire embaucher à son tour dans ces maisons. Elle passe par des « bureaux de placement » qui coordonnent le marché des emplois domestiques. Elle va non seulement confirmer les récits des Antillaises mais vivre tout cela dans sa chair, ses muscles et s'en faire la porte-parole. Elle va faire l'expérience du racisme quotidien, de l'exploitation crasse, de l'isolement des femmes noires dans ces foyers domestiques. On lui cache l'aspirateur pour qu'elle passe plus de temps agenouillée à nettoyer les tapis, on lui dérobe l'escabeau pour qu'elle ait plus de difficultés à atteindre tout ce qui est en l'air. Comme son mari travaille, qu'elle a un foyer où elle peut se ressourcer et qu'elle n'a pas à rembourser le voyage Antilles-France, elle peut se permettre parfois de dire m... à ses sales patrons, alors que ses compatriotes débarquées fraîchement des Antilles doivent rembourser le voyage à ceux qui les emploient et se retrouvent sans sécurité sociale pendant des mois, voire toute une vie.

« Mam'Ega », c'est son surnom, écrit un journal de résistance face au quotidien où des amies, comme Solange, sont des rayons de soleil.

Sandrine Alarcon

PS: Ne pas faire l'impasse sur la préface d'Elsa Dorlin riche politiquement et historiquement sur la période.

Roman graphique



Monsieur le commandant

Adapté du roman de Romain Slocombe. Scénario Xavier Bêteaucourt, dessin Étienne Oburie. Éditions Philéas, 80 pages, 17 euros.

Durant la montée du nazisme, un écrivain français antisémite d'extrême droite tombe amoureux de sa belle-fille juive. Comment conjuguer idéologie, respect et amour ? Une équation impossible, qui finira dans l'abjection et l'horreur.

Un récit terrifiant dans la France pétainiste

Leipzig, en ruines, le 19 avril 1945. Une compagnie américaine pénètre dans le quartier général de la Gestapo. À l'intérieur du QG de la Gestapo dévasté, un GI trouve un courrier archivé, provenant d'un certain Paul-Jean Husson, écrivain français pétainiste, à l'adresse d'un « Sturmbannführer ». La traduction de la lettre au contenu atroce par un soldat francophone glace d'effroi les soldats américains. Il s'agit d'un récit au présent sur une période qui court de 1932 à 1945, soit toute la montée du nazisme, les persécutions antisémites et la

durée de la Seconde Guerre mondiale. Le narrateur est un grand bourgeois, éduqué, instruit, héros de la Première Guerre mondiale (il a même perdu un bras au front), auteur de livres loués par la critique et prisés du public, assez habile pour siéger à la fois à l'Académie française et à l'Académie Goncourt. Ce personnage n'a pas vraiment existé car il est une construction virtuelle, à partir de la vie des écrivains collabos Henry Bordeaux, Pierre Gaxotte ou Paul Morand. En 1932, le fils présente à sa famille celle qui deviendra sa femme en 1934 : Ilse, une jeune actrice de cinéma allemande connue dans son pays sous le nom d'Elsie Berger. Lorsque la guerre éclate, le fils Husson part pour Londres, laissant sa femme enceinte et sa petite fille Hermione « en sécurité » au côté de son père. Paul-Jean Husson tombe éperdument amoureux d'Ilse, mais découvre rapidement que sa belle-fille est juive. Partagé entre son pétainisme, son antisémitisme viscéral et cet amour interdit, Husson entreprend alors une invraisemblable virée en compagnie de celle qu'il ne cesse de désirer, à travers la France de l'exode.

À travers la lettre de délation au style épistolaire adressée à « Monsieur le Commandant » de la Gestapo, nous découvrons l'aspect

le plus vile de l'âme humaine. Car évidemment, les charmes de la jeune femme, en dépit de son appartenance à la race abhorrée, ne laissent pas insensible le beau-père, et une lente montée vers l'indicible se produit jusqu'à l'irréparable qui mène à l'horreur absolue des camps d'extermination.

Un scénario au couteau et un dessin au scalpel

Romain Slocombe, l'auteur du roman ¹ a d'abord été un illustrateur qui a brièvement fait de la BD dans *Métal hurlant* au milieu des années 1980, plutôt spécialisé dans le fétichisme japonisant. Très vite, il a compris que son talent était dans l'écriture et il a depuis fait une brillante carrière de romancier. Sa spécialité est de mettre en scène des personnages complexes, ambigus, des figures du mal absolu. C'est donc avec son œil de dessinateur qu'il a pu suivre l'adaptation en bande dessinée de son roman. Au scénario, Xavier Bêteaucourt débute par un « flashforward » ² : une lettre au contenu atroce, retrouvée dans les archives de la Gestapo, qui découpe le long cheminement vers l'irréparable en épisodes familiaux heureux, réunions entre fachos dans les académies ou à l'Action française, la capitulation de la grande majorité mais aussi l'héroïsme d'une minorité

(Olivier, le fils de Husson, partira pour Londres tandis que son père s'enfoncera dans la collaboration avec l'occupant), etc. Le dessin stylisé et semi-réaliste d'Étienne Oburie ³ se montre le plus souvent simple et accessible. La colorisation assez neutre et délavée n'éclate en couleurs vives rouge sang que pour les scènes violentes (par exemple dans les geôles de la Gestapo française) ou au contraire vire à un noir et blanc centré lorsqu'il s'agit de dessiner l'indicible.

Un roman graphique à faire connaître

Cet ouvrage à trois mains nous donne l'un des meilleurs romans graphiques de ce début d'année 2022. Il faudrait évidemment le faire lire à tous les zéloteurs de la « fachosphère » et à ceux et celles qui leur prêtent une oreille complice dans la droite dite « civilisée ». En tout cas, nous y trouverons quelques arguments de plus pour lutter contre la peste brune.

Sylvain Chardon

¹ – Titre éponyme chez NIL Éditions.
² – La technique de « flashforward » consiste en une espèce de flashback à l'envers et d'anticipation.
³ – Étienne Oburie, comme Léa Murawiec dont la BD *Le Grand vide* est en compétition pour le festival 2022, est un pur produit de l'école des Beaux-Arts d'Angoulême.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ **la-breche.com**
27, rue Taine 75012 Paris – 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Mais, commençons par un quiz : qu'ont-ils en commun les ennemis anticommunistes occidentaux de Poutine et les défenseurs de gauche de Poutine ? La réponse est que tous les deux perçoivent la Russie de Poutine comme une certaine « continuation » de l'URSS. Les premiers pour la critiquer et la condamner, les seconds pour l'approuver et la défendre.

« L'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie bolchevique »

Cependant, tant les uns que les autres comptent sans leur hôte, lequel dans ce cas n'est autre que Poutine lui-même. Alors, nous avons trouvé et lu son discours historique du 22 février, dans lequel il a exposé « longuement et en détail », pendant une heure et demie (!), les raisons de la guerre qu'il a déclarée contre l'Ukraine. Et le résultat de cette lecture a été extrêmement révélateur : ce que Poutine pense et dit est diamétralement opposé à tout ce que disent ses ennemis occidentaux et des admirateurs de gauche. Poutine déteste la révolution russe, les bolcheviks et, en particulier, Vladimir Lénine, plus que tout autre chose ! Alors, écoutons ce qu'il dit dès le début de son discours, dont il avertit qu'« il sera long et détaillé » : « Permettez-moi donc de commencer par le fait que l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie, ou plus précisément, par la Russie bolchevique et communiste. Le processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917, et Lénine et ses compagnons d'armes l'ont fait d'une manière très grossière à la Russie elle-même – par la sécession, en arrachant des parties de ses propres territoires historiques. » Et pour qu'il soit plus clair, Poutine ajoute ces phrases dignes d'un nostalgique du régime tsariste : « Du point de vue du destin historique de la Russie et de son peuple, les principes léninistes de construction de l'État n'étaient pas seulement une erreur, ils étaient, comme nous le disons, encore pire qu'une erreur. »

« Ukraine de Vladimir Lénine »

Ceci étant dit, Poutine pousse sa « logique » jusqu'au bout et tire sa conclusion finale, qui n'est autre que « la politique bolchevique a abouti à l'émergence de l'Ukraine soviétique, qui, même aujourd'hui, peut être appelée à juste titre "Ukraine de Vladimir Lénine". Il en est l'auteur et l'architecte » ! Faites attention à cette phrase de Poutine parce que ce qu'il dit à ses compatriotes est que sa guerre contre l'Ukraine est, ni plus ni moins, une guerre contre « la création de Lénine » ! Évidemment, ni les ennemis anticommunistes occidentaux de Poutine ni ses apologistes de gauche n'ont montré la moindre envie de mettre en évidence cette phrase, et ont préféré l'enterrer et la passer sous silence pour qu'elle reste inconnue et ne leur crée pas des problèmes...

Nous voici donc au cœur du problème, ce qui nous fait revenir un siècle en arrière, aux premières années du régime soviétique établi après la victoire de la Révolution d'Octobre 1917. Ce que dit d'ailleurs Poutine lui-même quand il prévient ses compatriotes qu'il va « accorder une attention particulière à la période initiale de la création de l'URSS car je pense que c'est très important pour nous », puisqu'il croit que, pour qu'ils comprennent le pourquoi de la guerre contre l'Ukraine, « nous devons y aller, comme on dit, de loin ». Et juste après, il précise ce qu'il veut dire : « Permettez-moi de vous rappeler qu'après la révolution d'octobre 1917 et la guerre civile qui

Pour Poutine, tout ça est la faute à... Lénine et aux bolcheviks

Que diriez-vous si on s'arrêtait de pérorer sur Poutine, sur ses projets géostratégiques et ses visions politiques, et si on prenait la peine de laisser le principal intéressé, Poutine lui-même, nous en parler ? Que diriez-vous si on s'arrêtait un peu d'imaginer ce qu'il pense et ce qu'il veut faire en envahissant l'Ukraine, et au lieu de ça, lui donner la parole pour qu'il nous explique tout de première main ?



WIKIMEDIA COMMONS

a suivi, les bolcheviks ont commencé à construire un nouvel État et qu'il y a eu pas mal de désaccords entre eux. Staline, qui cumule en 1922 les fonctions de secrétaire général du Comité central du PCR(b) et de commissaire du peuple pour les nationalités, propose de construire le pays sur les principes de l'autonomisation, c'est-à-dire de donner aux républiques – les futures unités administratives-territoriales – de larges pouvoirs au fur et à mesure de leur adhésion à l'État unifié. »

Ce damné droit à la sécession

En se référant à Staline et son plan, Poutine entre dans le vif du sujet, qui n'est autre que ce Lénine qu'il hait à mort. Et voici ce qu'il dit : « Lénine critique ce plan et propose de faire des concessions aux nationalistes, comme il les appelle à l'époque – les "indépendants". Ce sont les idées de Lénine sur une structure étatique essentiellement confédérative et sur le droit des nations à l'autodétermination jusqu'à la sécession qui ont constitué le fondement de l'État soviétique : d'abord en 1922, elles ont été consacrées dans la Déclaration sur l'Union des républiques socialistes soviétiques, puis, après la mort de Lénine, dans la Constitution de l'URSS de 1924. »

Nous sommes entièrement d'accord avec la description de Poutine. Sauf que nous applaudissons l'application de ces « idées de Lénine » – et plus particulièrement de ce damné droit à la sécession – non seulement à son

époque mais aussi maintenant, et même partout et toujours, tandis que Poutine les hait viscéralement. Alors, il se demande : « De nombreuses questions se posent immédiatement ici. Et la première d'entre elles, en fait, est la principale : pourquoi était-il nécessaire d'assouvir les ambitions nationalistes sans cesse croissantes aux confins de l'ancien empire ? (...) pourquoi fallait-il faire des cadeaux aussi généreux dont les nationalistes les plus ardents ne rêvaient même pas auparavant, et en plus donner aux républiques le droit de se séparer de l'État unique sans aucune condition ? À première vue, c'est totalement incompréhensible, c'est de la folie. » Simple question rhétorique parce que Poutine connaît déjà la réponse : « Mais ce n'est qu'à première vue. Il y a une explication. Après la révolution, la tâche principale des bolcheviks était de conserver le pouvoir, c'est-à-dire à n'importe quel prix. Pour cela, ils sont allés jusqu'au bout : aux conditions humiliantes du traité de Brest, à une époque où l'Allemagne du Kaiser et ses alliés se trouvaient dans la situation militaire et économique la plus difficile, et où l'issue de la Première Guerre mondiale était en fait prédéterminée, et pour satisfaire toutes les exigences, tous les désirs des nationalistes à l'intérieur du pays. »

Poutine, anticommuniste et admirateur du tsarisme

Évidemment, il est absolument inconcevable pour ce va-t-en-guerre

qu'est Poutine que les bolcheviks aient accepté les « conditions humiliantes du traité de Brest-Litovsk » parce qu'ils ont fait leur révolution pour arrêter et pas pour poursuivre la Première boucherie mondiale. Ni que les prétendus... « nationalistes » qu'il méprise tellement, pourraient être les nombreuses nations et ethnies opprimées par l'État absolutiste tsariste, lesquelles revendiquaient leur droit élémentaire à l'autodétermination ainsi que les libertés et droits démocratiques dont elles étaient privées depuis des siècles. Tout ça ne sont que des « folies » et des « fantaisies odieuses et utopiques » pour l'obscurantiste ultra-réactionnaire et « chauvin grand-russe » Poutine. Et c'est pour ça qu'il conclut son retour – si révélateur et didactique – au passé bolchevique de Russie, par ces mots si éloquentes : « Il est très regrettable que les fantaisies odieuses et utopiques inspirées par la révolution, mais absolument destructrices pour tout pays normal, n'aient pas été rapidement expurgées des fondations de base, formellement légales, sur lesquelles tout notre État a été construit. »

Conclusion ? Nous n'avons rien à ajouter lorsque Poutine lui-même est en total désaccord avec ses ennemis occidentaux et ses amis de gauche qui prétendent que sa Russie est une sorte de substitut de l'URSS, ou qu'il vise – par exemple avec sa guerre en Ukraine – à la faire revivre ! Tant les premiers que les seconds luttent contre des ombres et nous racontent des bobards tout en faisant de la propagande grossière adressée à des idiots : il n'y a probablement pas d'anticommuniste plus juré et d'admirateur plus farouche de l'empire tsariste que Poutine ! Quant au comment est-ce possible que des gens de gauche qui se disent communistes et même léninistes, arrivent à transformer cet anticommuniste invétéré et capitaliste oligarchique ultra-réactionnaire qu'est Poutine en chef d'État progressiste et anti-impérialiste, ceci plutôt qu'un « mystère » est la preuve du long chemin qu'il reste à parcourir pour que la gauche redevienne vraiment radicale et donc crédible...

Yorgos Mitralias

L'image de la semaine



Vu ailleurs

VICTOIRE CONTRE LES BÉTONNEURS À AUBERVILLIERS ?

Le mercredi 9 mars, la cour administrative d'appel de Paris a confirmé l'obligation de la mairie d'Aubervilliers de suspendre immédiatement les travaux de la piscine d'entraînement des Jeux olympiques de Paris 2024. Un mois plus tôt, le 10 février, la même cour avait déjà statué sur l'irrégularité du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de Plaine commune. Les juges exigeaient alors la remise en conformité de ce document de planification de l'urbanisation, qui autorisait à tort l'aménagement de plusieurs projets sur une partie des jardins ouvriers. Les travaux devaient alors être interrompus. Toutefois, à ce moment-là, la mairie et l'intercommunalité ont fait le choix d'une lecture détournée de cette première décision de justice. Mathieu Hanotin, édile socialiste de Saint-Denis à la tête de l'intercommunalité, avait alors déclaré : « Il n'y a pas de conséquence immédiate sur la question des travaux, le permis de construire reste valable. Cela ne remet pas en cause le projet. » Résultat : quatre semaines durant, la bétonisation des anciens jardins ouvriers s'est poursuivie sous le regard incrédule du collectif, qui pensait pourtant avoir remporté la bataille. Révoltés mais pas résignés, les militants ont donc déposé une requête devant le juge des référés, le 22 février, pour faire valoir la décision du 10 février et réclamer en urgence la suspension du chantier. « Lorsque l'avocat nous a appelés hier, pour nous dire que le juge nous avait donné raison... J'étais dans une joie indescriptible ! », se réjouit Dolorès, qui peine encore à y croire. Concrètement, la cour administrative d'appel de Paris ordonne désormais à la municipalité d'Aubervilliers de faire stopper les travaux et la condamne à rembourser 2000 euros de frais de justice aux différents requérants. [...] Cela sonne-t-il le glas du projet de piscine olympique ? Non, nuance Dolorès. « On gagne surtout un temps précieux. Tant que la mairie ne présentera pas un nouveau PLUI, conforme aux attentes du juge, ce sont les dispositions du PLUI précédent qui prévaudront... à savoir, la non-constructibilité des jardins. » [...] Un constat partagé par Viviane : « Ils seront bientôt hors délais, donc la piscine olympique ne se fera pas. Il y a désormais peu de doutes là-dessus. Il y aura une piscine, mais à taille humaine ! » Bonne nouvelle pour le collectif, la remise en conformité du PLUI nécessite une concertation publique, qui ne peut avoir lieu en période électorale. L'intercommunalité devra donc attendre que passent les législatives pour s'attaquer au dossier... soit pas avant la fin du mois de juin.

Emmanuel Clévenot, « Les défenseurs des Jardins d'Aubervilliers obtiennent l'arrêt des travaux », Reporterre, 11 mars 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org